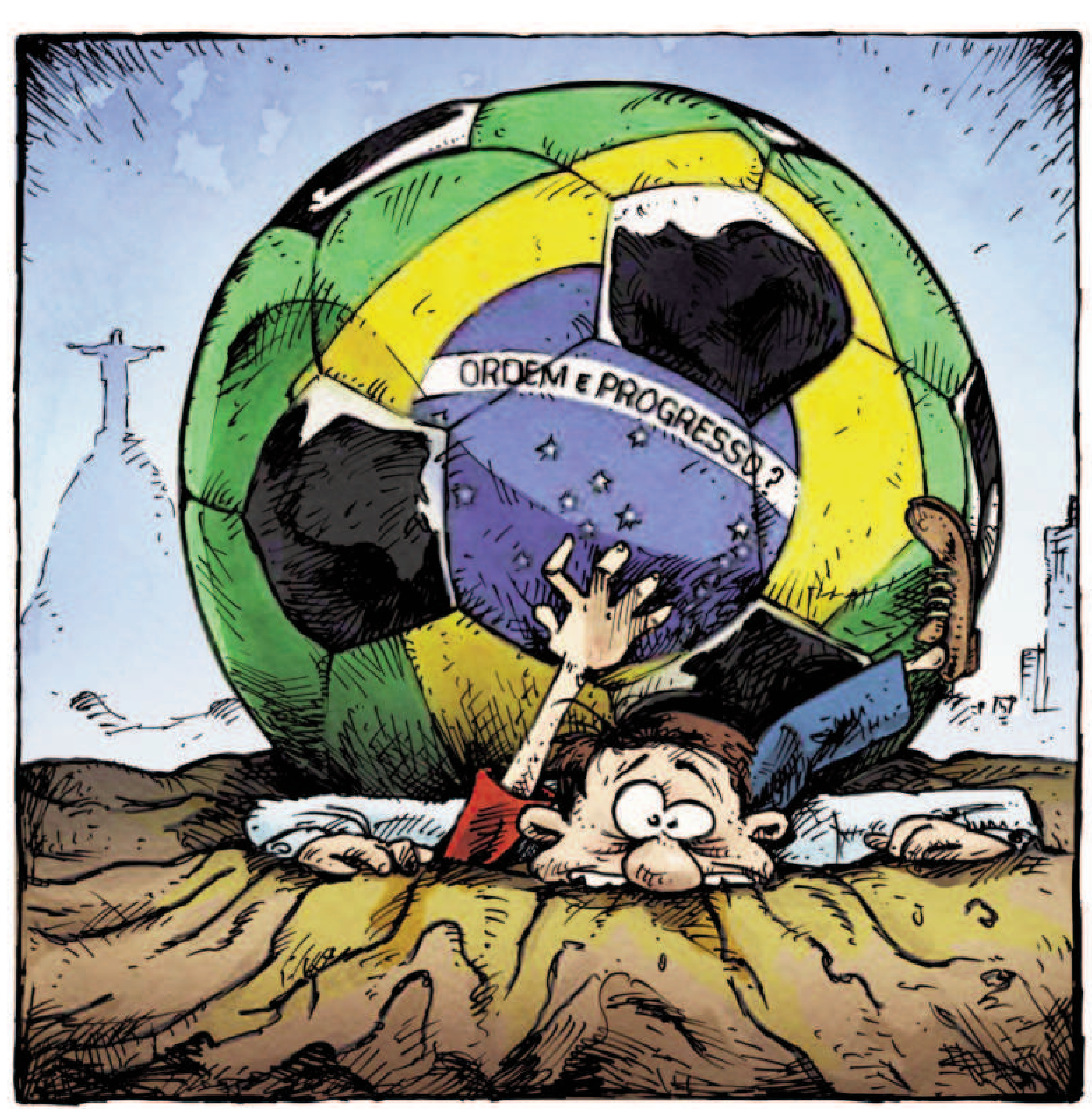
ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS /N°110 /// ETE 2014 ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

LA COUPE IMMONDE



CNT AIT **RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

ANARCHOSYNDICALISME !

REPRODUCTION DES ARTICLES

LA REPRODUCTION DE NOS ARTICLES EST LIBRE SOUS RESERVE D'ETRE SUIVIE DE LA MENTION :

Anarchosyndicalisme ! n°140, cnt-ait-toulouse.fr

(sauf indication contraire figurant en fin d'article)

ABONNEZ-VOUS !

Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de : CDES - CCP 3 087 21 H Toulouse

A l'adresse : CDES 7, rue St Rémésy, 31000 Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :

Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

DIFFUSEZ *ANARCHOSYNDICALISME !*
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :

http://

liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :

Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

ANARCHOSSYNDICALISME ! Organe de l'Union régionale Midi-Pyrénées de la CNT-AIT - IMP SPE - 29 mars 2014
Directeur de la publication : Entremond

LES CELLULES DU FANATISME

L'actualité vient encore d'illustrer comment la religion s'attaque aux hommes en souffrance pour leur faire avaler des croyances insensées. Le tueur de Toulouse, ou celui de Bruxelles, et d'autres encore, en Syrie ou ailleurs, ont tous fait ce voyage intérieur qui démarre par l'adhésion à des absurdités pour aboutir aux atrocités du fanatisme.

Faut-il encore le redire ? S'il existe un lieu de désespérance dans lequel on peut se faire embarquer pour un tel voyage, c'est bien la prison. Dans ce qui est une machine à broyer, l'être humain réduit à un numéro d'écrou, est privé de sa liberté, coupé de ses proches. Cet éloignement affectif est toujours cruel, souvent insupportable. Tout devient alors bon pour le combler, y compris les pires théories. Dans l'histoire humaine on rencontre deux fois les cellules –au sens physique du terme : dans les prisons et dans les monastères*[1]. Ces petites pièces fermées au monde extérieur sont faites pour livrer l'individu isolé aux frayeurs des espaces infinis et des silences éternels.

Depuis plus de 20 ans, depuis au moins l'affaire Khaled Kelkal, on constate combien le prisonnier, mis en condition par ce système carcéral, est une proie facile pour les religions. Celles-ci lui offrent à la fois l'espoir, la communion et même la rédemption, avec une facilité hallucinante. Il lui suffit de cesser de penser, il lui suffit de croire ce qu'on lui dit de croire et d'affirmer sa foi. Quand un homme cesse de penser, quand il abandonne son esprit critique, tout devient possible, même et surtout le pire.

Tout ceci relève de la manipulation mentale. Eh bien, il se trouve que pour de nombreux zélotes de la répression et autres orienteurs patentés de l'opinion publique, il existerait une manipulation extrémiste (insupportable) et une manipulation modérée (recommandée). En conséquence, pour lutter contre les manipulateurs extrémistes, ils faudrait faire entrer dans les prisons encore plus des manipulateurs supposés modérés. Plus il y aura de curés et autres imans dans les prisons, moins il y aura de fanatisme, osent-ils insinuer*[2]. Or, en prison on est privé de tout, sauf de religion. Il s'ensuit que la religion y progresse et avec elle le fanatisme. Car la religion porte en elle le fanatisme comme l'orage porte en lui la foudre. La prison quant à elle, est l'école du crime. On le sait depuis longtemps. Elle est maintenant, en plus, celle du fanatisme religieux. C'est la réalité objective, une réalité certainement dérangante pour le lobby du « tout répressif ».

Pour lutter contre la manipulation, il serait bien plus sensé de ne pas commencer par en semer le germe, si modéré soit-il dans ce « bouillon de culture »*[3] qu'est la prison. Et si le pouvoir ne se décide toujours pas à supprimer le système carcéral, qu'il ouvre au moins les cellules qui sont la cause structurelle du fanatisme, que le prisonnier ait accès dans des conditions humaines à son conjoint, à ses enfants, à sa famille et à ses amis. Que l'enseignement du savoir y soit favorisé, plutôt que la diffusion des inepties religieuses. Ou que le pouvoir assume une fois pour toute la responsabilité d'y entretenir une pépinière de fanatiques.

_1.- Monastère, moines, sont des termes provenant du grec μοναχός (monachos), « célibataire, solitaire, unique, dérivé de μόνος (monos) seul. » (Wiktionnaire). _2.- Voir, par exemple, dans « Le Figaro », du 03 juin 2014, l'article dans lequel le curé Viot, sous le titre *« Islamisme en prison : à qui la faute ? »*, attaque en règle la laïcité et demande la multiplication des imans « modérés » en prison (et sous-entendu aussi, des curés). Cet article s'inscrit dans la logique d'une campagne sournoise menée par des personnalités politiques pour renforcer l'emprise des religions en prison. _3.- Au sens biologique du terme : milieu nutritif dans lequel on fait croitre les germes (en particulier, les bactéries infectieuses).

DE LA COREE DU NORD A L'EUROPE

LES ELECTIONS PASSENT, LES PROBLEMES RESTENT ... ET EMPIRENT

En Corée du Nord, les élections sont un peu particulières. Dans ta circonscription tu votes pour... un seul candidat. Du coup – et clairement – les élections sont une cérémonie périodique de renouvellement d'allégeance au pouvoir, mâtinée de contrôle social. Les coréens qui n'accourent pas aux urnes sont repérés et leur sort devient vite périlleux. Les votants, eux, se pressent dans les bureaux de vote et, à l'annonce du résultat, dansent et acclament le gagnant dans une liesse générale obligatoire, fêtant l'heureuse surprise. N'en rions pas trop, pas trop vite. Nos élections (et les dernières européennes en particulier) dégagent comme un étrange parfum coréen...

L'intérêt des élections coréennes, c'est que leur coté brut offre un miroir à notre système dit de démocratie représentative. Il met à jour certains aspects cruciaux du rôle des élections dans notre société. Notamment leur fonction de légitimation du système, tout à l'inverse des visées affichées par les élus et candidats (qui se présentent – qui en douterait ? – pour servir la société et les administrés). Car chez nous aussi le rôle des élections est de valider un système politique, de le cautionner, de le rendre acceptable.

Second point commun : le coté *« contrôle social »*. En effet, si dans l'exemple de la Corée du Nord, l'unicité du candidat met en pleine lumière les dessous du spectacle, nous n'en sommes jamais très loin ici. Il ne faut pas se leurrer, les élections servent essentiellement à encadrer idéologiquement la population, à lui faire admettre qu'elle doit obéissance à ses chefs, à la soumettre, même si c'est avec plus de tact et de discrétion. Et les intérêts populaires dans tout ça ? Et l'amélioration des conditions – matérielles et intellectuelles - de vie des plus pauvres ? Et l'enrichissement des relations sociales de chacun ? Tout cela est bien oublié. La démocratie représentative, n'a pour véritable but que de défendre des intérêts bien précis : ceux des possédants et des dirigeants. Il faut être bien naïf pour penser que ces messieurs-dames sont en mission pour nous...

Les dernières élections (européennes cette fois ci) sont, du fait du faible intérêt de la population (abstention record à chaque fois), facilement comparable avec celles de la Corée du Nord en ce qui concerne la légitimité (ou plutôt l'absence de légitimité) qu'elles confèrent aux heureux élus ! C'est le troisième point commun. Ici comme là-bas, elles servent à concentrer un peu plus le pouvoir et à verser de grasses rémunérations à des hordes de technocrates payés à légiférer sur nos vies. Ces élections, comme les autres, ne peuvent apporter rien de positif. Elles peuvent même apporter beaucoup de négatif. Dans le cas présent, elles ont essentiellement servi à renforcer le Front National et des partis d'extrême-droite d'autres pays. Faisons remarquer que ces partis affichent un rejet complet de l'Europe et disent vouloir rompre définitivement avec elle. Gageons que leur révolte anti-européenne, leur rupture avec le système, n'ira pas jusqu'au refus, la tête haute, des juteux salaires, des insondables indemnités et autres prébendes que Bruxelles leur distribuera (à eux comme aux autres) avec une générosité d'autant plus grande que c'est nous qui payons. On n'est pas loin ici non plus de la Corée du Nord. Pour le cynisme. Et pour le renforcement des conceptions autoritaires.



Loin d'être ce gage de renforcement de la démocratie qu'on nous met en permanence sous les yeux, les élections européennes nous rappellent que le système électoral peut permettre à des minorités autoritaires de parvenir au pouvoir jusqu'à même… supprimer toute démocratie. Cela s'est déjà vu dans l'histoire… Quand elle ne conduit pas à des résultats aussi catastrophiques, la participation aux élections renforce au minimum le capitalisme et l'Etat.

L'abstention est donc pleinement justifiée, mais elle n'est jamais suffisante. Il serait irresponsable de laisser faire, il s'agit au contraire, de porter la contestation, de lutter, partout et toujours.

Inévitablement, ces élections européennes, après avoir soulevé le cœur de bien des gens, soulèveront la question de la lutte antifasciste. Les manifestations, parfois spontanées, qui ont accueilli les résultats ne sont pas à mépriser, mais elles sont insuffisantes. C'est un travail d'information, de relations, de solidarité, une présence au quotidien, dans la population, au milieu des *« difficultés »* qu'il faut mener. Non pas se claquemurer frileusement (et confortablement) *« entre soi »*, mais au contraire, aller à la rencontre des gens pour discuter, débattre, démontrer, pour soutenir les initiatives autonomes, pour redonner confiance en soi et en un autre futur.

DOSSIER

Habituellement, en dehors de son courrier des lecteurs, *Anarchosyndicalisme !* publie des articles rédigés par des militants de la CNT-AIT.

Pour aborder le thème de l'antisémitisme, nous avons choisi d'une part de nous entretenir avec Yves Coleman, militant internationaliste indépendant qui connait particulièrement bien cette question et d'autre part de reproduire une part du site du groupe *« Antifascistes Anarchistes Autonomes »*, très actif dans la mouvance antifasciste, qui synthétise un point de vue clarificateur sur les relations de l'antifascisme et de l'antisionisme.

Il est évident que si nous prenons la responsabilité de publier ces deux textes, c'est que, sur le fond de la question (antisionisme / antisémisme) nous partageons le point de vue des auteurs, même si nous ne faisons pas nôtre l'ensemble des positions qu'ils développent par ailleurs (par exemple, ce qui concerne la notion de peuple ou d'autodétermination).

La rédaction

Confusion « antisioniste » et opportunisme d'extrême gauche

Yves Coleman, bonjour. Dans ces temps de grande confusion idéologique, nous voudrions débroussailler avec toi quelques notions tournant autour de l'antisémitisme - un thème hélas d'actualité - auquel *« Ni patrie ni frontières »* la revue que tu animes, a consacré de nombreux travaux.

La pagination réduite d'*Anarchosyndicalisme !* nous obligera à centrer cet entretien sur un seul des multiples aspects de la question : les rapports entre extrême gauche et antisémitisme. En préambule, peux-tu nous dire comment tu vois en général la question des religions ?

— Je pense qu'une conception matérialiste, rationaliste, scientifique, du monde aide à mieux comprendre comment il fonctionne. Les conceptions religieuses, ou plus généralement idéalistes, sont un handicap pour analyser la réalité. Ou alors leurs partisans compartimentent leur cerveau et leur vie quotidienne, adoptant des raisonnements scientifiques pour une partie des phénomènes analysés ou une partie de leurs actions, et des superstitions ou des fantasmagories pour d'autres.

D'un autre côté, l'athéisme et le rationalisme sont nécessaires mais pas suffisants. Pas plus que l'anticléricalisme, l'athéisme et le rationalisme n'immunisent contre le dogmatisme, le sectarisme, l'antisémitisme, le sexisme, le racisme ou simplement l'ignorance...

Par principe, je respecte les convictions religieuses et je respecte les croyants. Ce que je ne respecte pas, c'est l'usage ou la portée politique réactionnaire des convictions religieuses et les hiérarchies, officielles ou officieuses, des différentes religions qui sont toujours du côté des exploiteurs*[1].

Mais, une fois affirmé que je respecte les droits démocratiques élémentaires des croyants, je tiens à ce que cela soit réciproque. En clair, je tiens à ce que les croyants respectent aussi la liberté totale d'organisation, de réunion et d'expression des athées, des anarchistes, des marxistes, etc. Où que ce soit et dans toutes les circonstances...

Pour entrer plus avant dans la question qui nous intéresse ici, quels sont les rapports entre sionisme et judaïté ?

— Déjà il faudrait se mettre d'accord sur la définition de mots comme « *sionisme* » et « *juif* », et ce n'est pas une tâche aisée. Pour ma part, je pense que le sionisme est une idéologie nationaliste, avec différentes tendances dont aucune ne me satisfait – et pour cause – puisque je suis un adversaire résolu du nationalisme, fût-il juif ou israélien. De plus il existe des « sionistes » non-juifs, chrétiens, néoconservateurs, sociaux-démocrates, voire d'extrême droite.... C'est donc une erreur grossière que d'assimiler « sionisme » (au sens de défense inconditionnelle de l'Etat d'Israël et de ses gouvernements) avec la judéité ou la judaïté. La question d'Israël est une question politique, géopolitique, et non pas une question religieuse ou encore moins « ethnique » !

Quant au terme de « juif », il désigne soit ceux qui sont des adeptes de la religion juive (les juifs), soit ceux qui pensent faire partie du ou des peuples juifs (les Juifs), soit les deux à la fois. Je n'ai pas à décider pour les juifs et les Juifs quelle doit être leur relation avec l'Etat d'Israël, ni même s'ils veulent continuer à se dire « juifs » ou « Juifs », et quels sens (multiples, pour ne pas dire innombrables...) ils accordent à ces termes. Ni même s'ils se considèrent comme des « *minorités nationales* » ou pas en dehors d'Israël*[2] et quels droits spécifiques doivent revendiquer ces dites minorités nationales...

Par contre, j'ai le droit, et tout le monde a le droit, de critiquer les différentes formes du sionisme, la politique de l'Etat d'Israël, les organisations communautaires juives laïques ou religieuses et les différents courants du judaïsme, tant que ces critiques n'essentialisent pas les juifs ou les Juifs et ne font pas appel à des stéréotypes antisémites.

Je ne pense pas que l'antisionisme soit automatiquement antisémite*[3]. Il faut faire attention à ne pas assimiler toutes les formes d'antisionisme à l'antisémitisme, à ne pas vider de sens le terme d'antisémitisme, comme le font de nombreux partisans inconditionnels d'Israël, d'autant que, depuis une vingtaine d'années, il existe des courants « postsionistes » ou antisionistes dans l'intelligentsia israélienne,

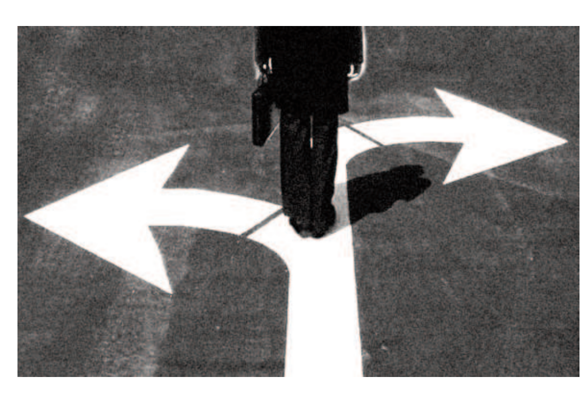
et les porte-parole de ces courants*4 sont juifs et pas antisémites (même si certains Israéliens les accusent des pires déviations*5). Le problème n'est donc pas « l'antisionisme » mais les stéréotypes antisémites qu'utilisent de nombreux antisionistes, y compris en Israël.

Puisqu'il est question de stéréotypes, d'où sortent ceux ressassés par une bonne partie de l'extrême-gauche ?

— Les arguments fondamentaux de l'antisionisme « gauchiste » actuel ont été fabriqués par les staliniens soviétiques, qui eux-mêmes étaient antisémites, comme en témoignent l'arrestation puis l'exécution des dirigeants du Comité juif antifasciste en 1952, le procès des blouses blanches en URSS en 1953 *(« Tout sioniste est l'agent du service de renseignement américain*, déclara Staline. *Les nationalistes juifs pensent que leur nation a été sauvée par les États-Unis, là où ils peuvent y devenir riches, bourgeois. Ils pensent qu'ils ont une dette envers les Américains. Parmi mes médecins, il y a beaucoup de sionistes »*), puis les procès antisémites en Tchécoslovaquie (1952) et les campagnes antisémites en Pologne (1952, 1968), par exemple. Ce sont les staliniens soviétiques et leurs alliés nationalistes de gauche, d'abord dans les pays de l'Est, puis dans les pays arabes, puis enfin à l'échelle planétaire, qui ont fait du mot « sioniste » un terme à la fois injurieux sur le plan politique, diabolique sur le plan religieux et commode pour remplacer le terme de « juif » et donc dissimuler son antisémitisme.

Mais la question est encore plus complexe. En effet, l'antisionisme stalinien s'est diffusé aussi grâce aux « communistes » juifs, partisans de l'assimilation totale et convaincus que le socialisme mettrait fin à toutes les discriminations :

_ dans les démocraties populaires, y compris dans des pays où les staliniens juifs avaient un poids non négligeable dans la justice, dans la police, dans l'administration voire dans l'appareil du Parti et à sa tête. Cette surreprésentation des Juifs dans les sphères dirigeantes de certaines démocraties populaires (la Hongrie étant l'exemple extrême) et les jeux cyniques de l'URSS et des Etats pseudo-socialistes ont abouti à faire endosser aux Juifs staliniens la responsabilité de la répression étatique menée contre les travailleurs et paysans de l'Est, parfois même des pogroms dans les premières années des régimes « communistes », mais aussi l'effacement de la spécificité du judéocide et des responsabilités des populations d'Europe de l'Est. Ce silence assumé par les juifs staliniens a de fait nourri l'antisémitisme populaire, sur différents thèmes contradictoires ou complémentaires *: « Les communistes et les juifs sont main dans la main »* ; *« Les juifs rescapés du judéocide sont favorisés »* ; *« Les juifs ne font pas vraiment partie de la nation »* ; voire encore plus loufoque, si c'est possible, *« Les anciens capitalistes juifs et les communistes juifs au pouvoir se mettent d'accord »*, etc. On voit aujourd'hui les résultats délétères de cet antisionisme qui prenait les juifs et les Juifs pour cibles dans tous les ex-pays « communistes » ;



_ dans les pays du Proche et du Moyen-Orient par l'intermédiaire des partis pseudo-communistes locaux dont une grande partie des membres et des dirigeants étaient juifs. Partis staliniens locaux qui, à commencer par celui de Palestine, n'avaient pas grand-chose à dire contre l'antijudaïsme et l'antisémitisme musulmans, voire contre les pogroms commis en Palestine (par exemple, celui d'Hébron en 1929 où l'on remarquera que ce ne furent pas les nouveaux colons juifs européens qui furent massacrés mais les Juifs dont les ascendants vivaient depuis des siècles en Palestine, ce qui en dit long sur l'anticolonialisme palestinien et sa dimension religieuse, fondamentalement liée à la place subalterne des dhimmis juifs, dans les sociétés régies par l'islam)....

La question palestinienne, que tu viens d'évoquer à travers ce point d'histoire, joue un grand rôle dans la confusion entretenue entre « sionisme » et « antisémitisme ». Pourquoi, d'après toi, la Palestine est-elle devenue la « cause n°1 » d'une grande partie de l'extrême gauche ?

— C'est une question compliquée mais je vois plusieurs raisons notamment*6 :

_ la négation de l'existence de l'antisémitisme depuis la Seconde Guerre mondiale au sein de la gauche et de l'extrême gauche,

_ l'incapacité à faire un bilan honnête de l'apathie de la gauche face à l'antisémitisme avant, pendant et après la Seconde guerre mondiale,

_ l'incapacité à s'attaquer aux interventions impérialistes de sa propre bourgeoisie. En France, c'est flagrant : à part pendant la guerre d'Algérie où les appelés étaient directement concernés, il n'y a jamais eu de mouvement con-tre les dizaines d'interventions françaises menées en Afrique, jamais de « *bateau pour...* » Bangui, Douala ou Abidjan, jamais le moindre boycott des produits français à cause de la complicité de la France dans le génocide du Rwanda ou des massacres ou répressions commis en Afrique avec le soutien logistique de l'armée française, ou la complicité politique des gouvernements français,

_ l'incapacité à formuler une critique du capitalisme radicalement différente des courants populistes qui prennent toujours pour cibles des individus et non le système capitaliste, et parmi ces individus les bourgeois juifs plutôt que les autres*7, une vieille tradition de « gauche »,

_ la volonté de sauter sur les causes à la mode (ce que j'appelle la politique des sauterelles), celles du tiers monde ayant toujours une forte capacité de mobilisation dans la jeunesse scolarisée, depuis les années 60, à condition

de ne pas s'attaquer au nationalisme des mouvements de libération ni aux Etats du Sud prétendument « anti-impérialistes »*8.

Les aspects religieux ne semblent pas tenir une grande place dans ce positionnement …

— Fondamentalement, les « anti-sionistes » occidentaux ne s'intéressent guère aux questions religieuses, ils n'ont aucune culture religieuse solide, ni sensibilité religieuse. D'où leur viendraient-elles dans des pays occidentaux de plus en plus sécularisés ?

Notons au passage que même les croyants actuels se livrent à des bricolages démentiels sur leur religion*9. Les « antisionistes » occidentaux s'intéressent encore moins aux relations complexes entre religion et politique dans les Etats « musulmans » des 57 Etats membres de l'OCI (Organisation pour la conférence islamique). C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles ils reprennent la thèse de l'islamophobie défendue par l'OCI dans les institutions internationales.

Comment, pourquoi ?

— Les gauchistes antisionistes ont une position totalement opportuniste face à ces questions, quasi infantile, du type : *« Puisque la droite et l'extrême droite occidentales critiquent l'islam, nous on ne va pas le critiquer, comme cela on marquera notre différence »* ; ou, un poil moins stupide : *« Puisque beaucoup de prolétaires dans les pays occidentaux sont musulmans, on ne va pas critiquer la religion des prolétaires »* ; ou encore, dans le genre victimaire et confusionniste : *« La bourgeoisie a remplacé l'antisémitisme par l'islamophobie, donc on va lutter contre le racisme antimusulmans, et comme cela on va sortir de notre position groupusculaire. »* Et pour tenter d'impressionner ceux qui ne sont pas d'accord avec la thèse de l'islamophobie, ils accusent ceux qui ne pensent pas comme eux d'être de fait des... racistes ! Cette confusion délibérée entre discriminations religieuses antimusulmanes et discriminations racistes dirigées contre les personnes originaires (ou censées être originaires) du Proche et du Moyen-Orient ne sert, à mon avis, ni la lutte contre les discriminations religieuses ni la lutte contre les discriminations racistes, luttes toutes deux nécessaires mais dans la clarté politique, pas dans la confusion identitaire.

Ce type de position relève de l'opportunisme le plus plat, de la recherche de raccourcis pour conquérir une audience de masse ou même tout simplement pour acquérir un peu d'oxygène politique. Cet opportunisme gauchiste est d'ailleurs une conséquence directe de l'opportunisme universitaire, sensible aux modes dans les institutions internationales (ONU, UNESCO, Communauté européenne), grandes dispensatrices de subventions pour financer les recherches identitaires, multiculturalistes, religieuses, etc.

Pour en venir à l'actualité, des organisations d'extrême gauche, et même libertaires, ont pris récemment la défense de Dieudonné. Qu'en penses-tu ?

— Dieudonné est aujourd'hui un militant politique d'extrême droite. Sa popularité, il l'a acquise au sein du mouvement antiraciste de gauche dans les années 80. Elle est, entre autres, le reflet :

_ de la confusion politique introduite par la gauche réformiste antiraciste (confusion dont lui et bien d'autres comiques « *ethniques* » ont profité pour commencer leur carrière : les discours multiculturalistes type « *Touche pas à mon pote* », « *respect de la différence* » et autres « *république métissée* » et la généralisation des discours victimaires au détriment de ceux fondés sur la solidarité de classe),

_ de l'incapacité de la société française (y compris de la gauche) à reconnaître la profondeur du racisme institutionnel qui sévit en son sein (au sein de l'Etat, des partis, des groupes militants, etc.), incapacité qui a ouvert un boulevard aux idéologies identitaires y compris parmi les « minorités visibles »,

_ et de l'incapacité des « *révolutionnaires* » à dégager une position de classe à propos des discriminations racistes, institutionnelles ou pas, et de l'immigration (ce qui a permis à Dieudonné, dans un deuxième temps, de développer un discours pseudo radical contre le « *Système* » au nom des « *non-Blancs* » ou des « *non-juifs* » sur les questions de l'esclavage, de la Palestine, etc.)*10.

Je voudrais rajouter que, depuis les mesurettes répressives prises par Valls contre Dieudonné, on trouve dans toutes sortes de médias alternatifs, y compris libertaires*11 une campagne présentant Valls comme plus raciste que Dieudonné, comme responsable par ricochet de la montée de l'antisémitisme en France chez les populations dites musulmanes, et aussi comme étant le « chargé de com » de Dieudonné. Il est évident que Valls n'est même pas un démocrate antiraciste sincère : ce laquais de la bourgeoisie pratique le contrôle des migrations comme tous les hommes d'Etat, de gauche ou de droite. De plus, il a exprimé publiquement des préjugés racistes contre les « *Blacks* » (reprenant le vocabulaire identitaire et multiculturaliste de la gauche et son « *humour* »...) et les Roms (accusés, eux, d'être inintégrables) mais je ne vois aucune raison de diaboliser Valls plus que n'importe quel autre ministre de l'Intérieur ou de l'Immigration. Chevènement, Joxe, Pasqua, Guéant, Hortefeux, Besson, tout cela c'est bonnet blanc et blanc bonnet !

Le titre de ta revue indique clairement un positionnement internationaliste. C'est la seule façon de sortir des discours racistes dans lesquels certains s'enferment. Comment vois-tu les choses ?

— L'internationalisme n'est pas un sentiment spontané. Il doit être nourri par une culture politique commune, des discussions, de nombreuses réunions, etc. Il doit mobiliser l'énergie de gens qui parlent plusieurs langues, de traducteurs et d'interprètes, etc. C'est un processus long et difficile que de communiquer dans plusieurs langues, lorsque les interlocuteurs viennent de cultures politiques différentes, et même s'ils appartiennent au même courant politique.

La Première Internationale est peut-être plus proche de ce dont nous avons besoin aujourd'hui. A l'époque, le processus d'intégration nationale n'avait pas encore atteint le niveau qu'il atteignit durant l'apogée de la Seconde Internationale ; pour les militants de la fin du XIXe siècle l'internationalisme se définissait avant tout par une profonde empathie pour les valeurs des Lumières, ainsi que la lutte contre toutes les dictatures et les Églises. Nous devons inventer une nouvelle façon de pratiquer l'internationalisme*12.

_1 - *« Les révolutionnaires, la laïcité et le multiculturalisme»*, http://www.mondialisme.org/ spip.php?article1948 _2 - Cf. le point de vue anarchiste exprimé dans *« Face à l'antisémitisme, pour l'autodéfense ! »* http://rebellyon.info/?Face-a-l-antisemitisme-pour-l _3 - *« Sur L'antisémitisme partout de Badiou et Hazan, ou comment dissimuler les acquis d'un siècle de débats sur le sionisme »*, http://www.mondialisme.org/spip.php?article1809 _4.- Les « *nouveaux historiens* » comme Ilan Pappe, Benny Morris avant son virage, Tom Seguev, et des universitaires comme Sand, Zertal et Kimmerling _5 - cf. « *Post-sionisme, Post-Shoah* » d'Elhanan Yakira, pour une argumentation sophistiquée mais réac. _6.- *« Sur les sources de l'antisémitisme de gauche, anticapitaliste et/ou anti-impérialiste »* http://www.mondialisme.org/spip.php?article2055 _7.- *« De l'Affaire Dreyfus à l'incident Yardeni : la haine des bourgeois juifs (et beaucoup moins des autres) »* http://www.mondialisme.org/spip.php?article2038 _8.- *« Sur l'anti-impérialisme réactionnaire et ses conséquences néfastes »*, http://www.mondialisme.org/spip.php?article1361 ; *« Chavez antisémite ? Est-ce le fond du problème ? »* http://mondialisme.org/spip.php?article614 _9.- Cf. l'excellent bouquin d'Olivier Roy, *La Sainte Ignorance,* Seuil, 2008. _10.- On pourra lire à ce sujet ces textes des Luftmenschen : *« Antisionistes encore un effort »*, http://www.mondialisme.org/spip.php?article1296 ou « *La Dieudosphère, bien plus vaste qu'elle n'en a l'air* » http://www.mondialisme.org/spip.php?article2010, ou en anglais : « *Dieudonné, symptom of a wider problem* », http://www.workersliberty.org/story/2014/01/13/dieudonn%C3%A9-symptom-wider-problem) _11.- Notamment ceux de la CGA de Lyon (https://rebellyon.info/?Contre-le-poison-raciste) et le texte de Pierre S. repris et approuvé par l'Organisation communiste libertaire (http://oclibertaire.free.fr/spip.php?article1512) « *A quoi sert Dieudonné et qui en profite* », ou ce communiqué de la campagne « *Boycott Désinvestissements Sanctions contre le régime d'apartheid israélien* » repris par la CNT-F [NDLR : une des organisations se revendiquant du sigle CNT, celle dite Vignoles] (http://www.cnt-f.org/international/Communique-de-la-campagne-BDS-sur-Dieudonne-et-Valls.html) _12.- Je n'ai pas de conception originale et particulière de l'internationalisme mais je peux renvoyer à ces deux textes : *« Nation, peuple et cultures : réponses au questionnaire d'A voix autre, site libertaire belge »*, http://www.mondialisme.org/spip.php?article1176 et à ce chapitre du livre de Karim Landais : http://www.mondialisme.org/spip.php?article1407 *« Culture, nation, ethnie, nationalisme : du flou et du moins flou de quelques définitions »*. Même si je ne suis pas d'accord avec tout ce qu'écrivait Karim, au moins fournit-il de bons éléments de départ pour une discussion approfondie.

NI PATRIE NI FRONTIÈRES

Créée en 2002, la revue *« Ni patrie ni frontières »* a pour objectif de présenter différents points de vue révolutionnaires autour d'un même thème, dans la mesure où il est impossible de discuter « entre nous » de façon productive, comme en témoignent les listes de discussion et forums Internet où l'insulte et l'invective dominent au détriment des arguments rationnels. L'idée est aussi de souligner que, à travers des langages codés et des concepts différents, dans des cultures politiques différentes au sein d'un même pays et entre différents pays, on pouvait aussi constater certaines convergences utiles à l'analyse et au combat de classe, sans bien sûr tomber dans l'utopie d'une fusion consensuelle et œcuménique entre marxismes et anarchismes.

« Ni patrie ni frontières » est donc une revue qui devrait servir, idéalement, d'instrument de formation pluraliste et contradictoire. Certains numéros sont plus fidèles à cette conception, d'autres sans doute trop polémiques et unilatéraux. 23 numéros sont parus ainsi que 6 compilations (contenant moitié d'anciens articles et moitié de textes inédits ou non publiés précédemment par la revue). 7 livres sont disponibles :

Compilations :

_ N°1 : *« Question juive » et antisémitisme, sionisme et antisionisme* (anthologie), 2008, 336 p., 10 € _ N°2 : *Islam, islamisme, « islamophobie »* (anthologie), 2008, 344 p., 10 € _ N° 3 : *La Fable de l'illégalité : les sans-papiers aux Pays-Bas, les limites de l'altermondialisme et de l'écologie* (recueil d'articles), 2008, 360 p., 10 € _ N° 4 : *De la violence politique* (anthologie), 2009, 300 p., 10 € _ N° 5 : *Religion et politique* (anthologie), 2010, 400 p. 12 € _ N° 6 : *Polémiques et antidotes contre certains mythes et mantras gauchistes* (anthologie), 12 €

Livres :

_ Loren Goldner, *Demain la Révolution* (recueil d'articles) tome 1, 2008, 12 € _ *Encyclopédie anarchiste : La Raison contre Dieu* (anthologie), 484 p, 2010, 12 € _ *Restructuration et lutte de classes dans l'industrie automobile mondiale* (recueil articles d'Échanges et Mouvement 1979-2009), 230 p, 2010, 6 € _ G. Munis, *Textes politiques, Œuvres choisies, tome 1. De la guerre d'Espagne à la rupture avec la Quatrième Internationale (1936-1948)*, 400 p., 2012, 12 € _ Michel Roger, L*es années terribles (1926-1945), La Gauche italienne dans l'émigration parmi les communistes oppositionnels*, 326 p., 2012, 12 € _ Karim Landais, *De l'OCI au Parti des travailleurs*, 600 p., 2013, 14 € _ *L'enfer continue. De la guerre de 1940 à la guerre froide. La Gauche communiste de France parmi les révolutionnaires*, 332 p., 2013, 12 €

Livre épuisé :

_ Patsy, *Le monde comme il va, Chroniques 1999-2010*, 345 p., 2010.

Contact : yvescoleman@wanadoo.fr
Yves Coleman 10 rue Jean Dolent
75014 Paris.

Avec les opprimés toujours, avec les antisémites et les confusionnistes jamais

Ce texte est né de la volonté d'établir un positionnement politique sur l'antisionisme au sein de l'antifascisme. Il s'agit pour nous d'apporter des clarifications idéologiques face à ce qui nous semble être des erreurs stratégiques et politiques, qui alimentent une confusion malsaine et des proximités avec nos ennemis.

Nous nous sentons contraints à produire ce texte, mais nous ne considérons absolument pas qu'il constitue le centre du débat dans la situation actuelle. Nous pensons qu'il est nécessaire d'en parler, cela permettant de réduire l'espace pris par les antisémites, sous le couvert politiquement correct d'antisionisme.

Il est important pour nous de préciser qu'en tant que militants anticapitalistes et antifascistes radicaux nous sommes contre toutes les frontières, tous les états et souhaitons leur disparition et que, dans la guerre sociale en cours, nous refusons toute compromission avec l'ennemi quel que soit le sujet concerné et le visage arboré par celui-ci. Nous sommes opposés à l'extrême-droite, au pouvoir en Israël et à sa politique coloniale, comme dans toute autre région/pays du monde.

RAPPEL DES FAITS

Lors de la manifestation du 9 février contre le fascisme et l'antisémitisme à Paris est apparue une banderole *« Contre le sionisme et le fascisme »**2. Le 22 février, à Toulouse, le groupuscule marxiste-léniniste OCML-VP a expulsé la représentante locale du CRIF de la manifestation contre l'antisémitisme, organisée suite à des tags qui proclamaient entre autre *« CRIF A MORT »*. Le communiqué suivant cette expulsion*1 indiquait que le CRIF n'avait pas sa place dans les manifestations contre l'antisémitisme, *« Ni à Toulouse ni ailleurs »*. Le 9 Mai, à Paris, la banderole *« Contre le sionisme et le fascisme »* était une nouvelle fois brandie. Le 15 mai 2014, le CAPAB, Génération-Palestine, l'UJFP et Paris 8 Palestine organisaient à Paris 8 une projection-débat sur le thème : *« Extrême droite et sionisme, une alliance contre nature ? »**1.

NOS POSITIONS

Le sionisme peut-être perçu de différentes manières et il serait trop long de toutes les énumérer, ce qui n'est pas l'objet de ce texte. Quoiqu'il en soit il peut être défini sommairement comme une volonté politique de créer un territoire sur lequel vivrait le peuple juif.

Il est pour nous inconcevable de souhaiter la disparition d'un État en particulier (ici l'État d'Israël) en faveur d'un autre (ici l'État palestinien) ou de refuser le droit à certains individus d'habiter et de circuler sur un territoire donné à cause de leur origine ou de leur religion. Nous avons des principes d'égalité, de droit à l'autodétermination, de liberté de circulation et d'installation, nous tenons à souligner que si un droit s'applique à l'un, il s'applique à tous.

Il nous semble également inconcevable de considérer sur un pied d'égalité le fascisme et le droit d'un peuple à disposer de lui-même.

Par ailleurs tout comme il peut exister plusieurs écologies politiques il n'existe pas UN sionisme mais DES sionismes allant de l'extrême-droite nationaliste et/ou religieuse, à l'extrême gauche marxiste voire libertaire. La question de la forme qu'a pris l'État d'Israël ou de sa politique ne peut donc pas être réduite au fait qu'il soit le fruit du sionisme, tant les courants politiques qui y prennent part sont variés et parfois complètement opposés. De plus, réduire la société israélienne au seul fait sioniste est un terrain dangereux, car c'est nier qu'elle puisse être traversée par des contradictions (sionistes anti-colons et colons antisionistes par exemple), c'est nier que la lutte de classe la traverse aussi, en faisant des habitants d'Israël, une sorte de bloc monolithique, un peuple-classe.

Se définir comme étant « antisioniste », c'est donc se définir contre le droit des juifs à habiter ensemble un lieu, en l'occurrence il s'agit d'être contre l'existence d'Israël et de ses habitants.

Israël mène actuellement et depuis trop longtemps une politique coloniale hors de ses frontières, politique à laquelle nous sommes fermement opposés. Cependant ce type de politique a été menée par beaucoup d'autres États, comme la France, et l'est également actuellement par la Chine au Tibet où la Russie en Tchétchénie, et le fait est qu'avant celui ci, aucun conflit de type anti-colonial n'a nécessité la disparition de l'État colonisateur. De même, actuellement, dans les autres conflits anti-coloniaux, les colonisés réclament légitimement leurs droits à disposer d'eux-mêmes, pas la disparition du pays d'origine de leurs oppresseurs. Les tibétains ne souhaitent pas la disparition de la Chine ni les basques celle de l'Espagne et de la France.

Se définir comme « antisioniste » constitue pour nous, de la part d'antifascistes, une mise en contradiction avec les idées et les valeurs qu'ils défendent et une erreur stratégique majeure due à des erreurs d'interprétation et de vocabulaire politique, ainsi qu'a une désinformation orchestrée à ce sujet par des individus refusant tout débat sur la question et accusant tout contradicteur de compromission avec Israël, le Mossad, ou au « lobby sioniste ».

Ce qui nous préoccupe réside dans les proximités malsaines auxquelles cette bêtise peu utile « antisioniste » (appelons les choses par leur nom) mène nos camarades. Car rappelons le, l'antisionisme est avant tout ce qui sert de masque et de fond de commerce à une large partie de l'extrême-droite antisémite.

Antifascistes Anarchistes Autonomes-12

NOTES

_1.- http://www.vp-partisan.org/article1200.html

_2.- https://www.facebook.com/148552771986765/photos/a.151853658323343.1073741830.148552771986765/292088370966537/?type=1&theater

« L'humanité travailleuse est seule capable d'en finir avec la guerre, en créant l'équilibre économique, ce qui suppose une révolution radicale dans les idées et dans les cœurs »

Pierre Joseph Proudhon*[1]



Le retour en force des nationalismes, éternels facteurs de guerre

De vives tensions internationales apparaissent en différents points du monde : la Chine et le Japon se disputent depuis quelques années la souveraineté des îles Senkaku ; et, depuis quelques mois, la Russie et l'Europe cherchent à contrôler la situation en Ukraine en s'appuyant sur des nationalismes rivaux.

Au sein même de la vieille Europe, sur fond de crise économique et sociale, ressurgissent des mouvements *« nationaux populistes »* ou néofascistes dont l'influence va croissant. C'est à une véritable renaissance du nationalisme que nous assistons, véhiculée tant par des Etats-nation expansionnistes que par des lobbys régionalistes, relayés chaque fois par des partis à la conquête du pouvoir. Comment expliquer qu'une idéologie dont les conséquences meurtrières (des dizaines de millions de morts en deux guerres mondiales) sont bien connues, puisse être cyniquement utilisée par des pouvoirs en perte de vitesse pour susciter encore et malgré tout un certain enthousiasme ?

Le nationalisme arrogant du vainqueur engendre toujours le nationalisme revanchard du vaincu : historiquement, les résolutions des deux guerres mondiales ainsi que la fin de la *« guerre froide »* l'ont assez largement démontré. Les mêmes causes produisant les mêmes effets, on peut avoir le sentiment angoissant d'assister à des « remakes », à de nouvelles versions de drames déjà programmés, déjà historiquement produits, à *« l'éternel retour de l'identique »* comme disait Nietzsche.

On se souvient que les conditions particulièrement dures faites à l'Allemagne vaincue en 1918 par le traité de Versailles ont nourri les désirs de revanche et favorisé la propagation de l'ultranationalisme nazi, provoquant ainsi la deuxième déflagration mondiale. La disparition de l'URSS et le démembrement de l'empire soviétique ont également participé à la diffusion d'un sentiment d'humiliation et de frustration. La défaite de l'URSS n'était pas militaire (bien que localement vaincue en Afghanistan grâce à l'aide américaine apportée aux talibans et à la ruine provoquée par la course aux armements de deuxième génération engagée par les USA), mais la déroute idéologique, politique et économique a été totale. L'humiliation ressentie alors a fourni aux dirigeants russes un terreau favorable à l'exploitation de sentiments revanchards et nationalistes ouvrant la voie à un impérialisme conquérant.

L'instrumentalisation des velléités revanchardes comme l'exacerbation de sentiments nationaux n'est évidemment pas l'apanage de la Russie, ni même des régimes autoritaires : les *« démocraties »* n'ont jamais hésité à y recourir. La reconquête de territoires *« illégitimement perdus »* lors des conflits précédents sert aux pouvoirs à relancer l'adhésion des populations à une communauté nationale dont la cohésion est mise à mal par les flagrantes inégalités sociales que les crises économiques d'hier et d'aujourd'hui révèlent en pleine lumière.

UNE LOGIQUE DU SENTIMENT ET DU RESSENTIMENT

Le nationalisme cultive donc avec passion le ressentiment mais aussi la nostalgie d'un passé récent ou lointain, quand il n'est pas parfaitement mythique. Le discours est toujours le même : *« Notre nation* (ou *« notre belle région »*, suivant le cas) *jouissait alors d'un bien être, d'une aisance et d'un espace qui ont disparu. Sa langue inimitable, sa culture raffinée rayonnaient sur la médiocre humanité qui nous environne ; œuvrons tous ensemble au rétablissement de sa splendeur d'antan, de sa gloire, et, immanquablement, la grandeur retrouvée rejaillira sur chacun d'entre nous, quelle que soit sa place dans la société, et fera notre parfait bonheur ».*

C'est là la clef de la propagande nationaliste qui procède toujours par régression, par retour en arrière dans le temps, vers un passé supposé édenique qu'il faut restaurer. Hors de cette restauration du paradis national ou régional perdu, il n'est point de salut et les misères présentes continueront de s'abattre sur nous tous. Voilà certainement une des forces d'attraction du nationalisme, un de ses atouts : présenter un programme où le futur ressemble à un passé largement imaginaire, mythifié, que l'on peut donc enjoliver et embellir à loisir. Dans des périodes où l'avenir est plein d'incertitudes et de menaces, le nationalisme propose avec une revisitation du passé et sa réactualisation un avenir qui peut paraître rassurant en quelque sorte (quand bien même l'on devine vers quelles aventures sanglantes conduisent ces futurs à l'image du passé).

Dans l'idéologie nationaliste, la volonté de restauration de la splendeur passée s'accompagne en général de la dénonciation véhémente des responsables de la dégradation présente. Désigner des ennemis extérieurs ou intérieurs devient alors la grande affaire. Au fantasme irrationnel d'une historicité qui légitime la nation (ou la région), s'ajoute alors la culture systématique de sentiments de haine envers les responsables présumés de l'affaiblissement ou de l'amputation de *« notre patrie »*. De l'expression de sentiments à leurs manifestations en actes, il n'y a plus qu'un pas à franchir, et c'est la guerre.

En temps de crise, la colère est souvent généralisée mais diffuse et sans objet clairement défini. Expert en arnaque et en escroqueries, le nationalisme arrive à détourner la colère légitime des victimes de la crise, non contre les responsables réels de la situation économique, mais vers un ennemi intérieur ou extérieur qu'une propagande haineuse a tôt fait de transformer en monstres dénués d'humanité. Il s'agit donc pour les propagandistes non seulement de détourner un flot d'agressivité, mais aussi d'exclure de façon radicale ceux qui ne font pas partie de la *« communauté »* (nationale, régionale, ethnique…). Pour le nationalisme, la cohésion repose sur l'exclusion de l'Autre. L'affirmation de l'identité implique à terme la soumission ou la disparition de ceux dont l'identité est différente.

L'escroquerie originelle, *« primale »* de l'idéologie nationaliste réside bien sûr dans le fait de définir l'identité d'un individu par rapport à son appartenance (réelle ou supposée) à une identité nationale régionale ou ethnique, en passant sous silence toutes ses autres caractéristiques, en particulier son appartenance à une classe sociale, réalité pourtant bien plus tangible et incontournable que la fiction d'une patrie commune. Le concept même de nation (du latin natio : naissance et, par extension, ensemble d'individus nés sur un même territoire) évacue d'emblée la différenciation sociale, pourtant bien réelle. Le Nouveau Larousse Unversel indique, à juste titre, que *« Ce qui caractérise la nation moderne, c'est la communauté de sentiments qui se manifeste surtout par la communauté de langue ou de religion »*. L'idée de nation repose donc sur le sentiment subjectif qu'elle a d'elle-même, bien plus que sur des critères objectifs. Le sentiment national, qui précède la nation *« [...] est l'intrusion plus ou moins spontanée du sentiment dans le domaine politique »*[*2].

C'est bien parce que le nationalisme ne repose que sur des sentiments, des affects, de l'irrationnel, qu'il est si dangereux et que son instrumentalisation par des Etats, des partis, des factions, fonctionne malheureusement avec encore un certain succès. Dans un monde où l'idéologie dominante fait la part belle aux affects, aux émotions pour mieux manipuler les opinions, les valeurs universalistes, internationalistes et anationalistes qui nous sont chères (et qui présupposent que l'on fasse usage de la réflexion et de la raison) marquent le pas.

Mais les vieilles ruses du capitalisme pour sauver sa peau ne duperont pas indéfiniment les populations : les scénarios à répétition finissent toujours par lasser. Aussi, plus nous serons nombreux à proclamer l'absurdité du nationalisme, plus vite il tombera.

Garga

_1.- Proudhon, *« Œuvres choisies : la Guerre et la Paix »*, Idées, NRF. _2.- Karim Landais, *« Anarchisme, nation, identité, culture »*, Orphéo Editions.

ECOLOGIE & AUTONOMIE
A PROPOS DES ZAD

Pour la deuxième fois, la ZAD tarnaise du Testet (voir nos numéros précédents) a été expulsée. Nouveau passage en force de l'Etat, qui ne doit pas nous empêcher – tout au contraire – d'aller au-delà de l'énergique dénonciation de l'action policière pour réfléchir sur les moyens d'assurer la réussite des luttes écologiques, ce qui passe pour nous par une inscription dans la lutte globale pour l'autonomie populaire.

UN PEU D'HISTOIRE

Le mouvement de défense contre la destruction par le capitalisme d'espaces naturels apparaît, du moins pour ce qui concerne l'Europe, en Angleterre. Il est lié d'une certaine façon au mouvement des *free festivals*[*1] des années 1960-1980. Mais s'ils sont liés par la continuité historique (l'un prend la suite de l'autre, le remplace), ces deux mouvements sont de nature fondamentalement différente. En effet les mouvements *free festivals* des années 1960 avaient comme caractéristique une volonté consciente d'autonomie face à l'Etat et au capitalisme, s'inscrivant par là dans une époque d'intense activité révolutionnaire mondiale. Leurs petits frères, les mouvements écologistes radicaux (*Earth First* par exemple) ont pour caractéristique d'être largement intégrés au système en place, même si c'est en prenant une posture rebelle de circonstance, en affichant une attitude, en pratiquant une certaine manière d'être. Ces mouvements peuvent véhiculer des idées réactionnaires et antihumanistes, comme la volonté de faire passer l'environnement avant l'homme ou même d'aller vers la disparition de l'homme afin de préserver la nature.

Dans le fond, ils proposent de perpétuer le système avec quelques aménagements. Ces organisations, à l'origine de nombreux blocages de constructions diverses (aéroports, barrages…), sont relativement similaires aux ZAD[*2] que nous connaissons en France actuellement.

Si ces deux grands types de mouvements ont (ou ont eu) recours aux réquisitions de lieux publics, la raison politique qui les anime est diamétralement opposée. Le premier réfutait la hiérarchie et revendiquait l'autonomie populaire face au pouvoir de l'Etat et de l'argent ; quant à l'autre, en ayant rompu avec le mouvement révolutionnaire, il en vient à affirmer qu'une petite lutte parcellaire (… pour une parcelle de terre… par exemple) est la seule forme de lutte envisageable et que construire une société sans hiérarchie est impossible. La défaite inéluctable de ce combat spécialisé et fragmentaire (parce que, si le capitalisme abandonne un projet ici, c'est pour en lancer un autre là), qui canalise les énergies d'activistes déconnectés le plus souvent de toute pensée révolutionnaire, est d'une autre espèce que la défaite antérieure des *free festivals*. Ces derniers

avaient réussi à mobiliser des masses capables de se confronter au pouvoir. Ce n'est pas une incohérence interne mais une violente répression*3 qui l'a abattu, après que les communicants du thatchérisme aient réussi à rallier l'opinion publique contre eux, en amalgamant tous ceux qui avaient commencé à vivre l'utopie sous le terme infamant de *« hippies »*. La destruction fut violente, poussant même à l'exil un grand nombre de personnes.

Les deux décennies d'individualisation de la société et d'hégémonie du capitalisme privé tout puissant (le capitalisme d'Etat ayant été stoppé par la chute de l'URSS) qui vinrent ensuite ont préparé le terrain pour les nouveaux contestataires intégrés.

FAUX AMIS POUR FAUSSES VICTOIRES

Le camp *No Border* de juin 2009, qui fut une bonne initiative, est manifestement l'évènement qui a fait le lien entre les mouvements anglais et français, important en France des pratiques typiquement britanniques. Ensuite cette lutte s'est axée uniquement sur le côté écologique. Cela est manifestement imputable aux politiciens professionnels présents sur place (Parti de gauche, Europe Ecologie les Verts, Confédération paysanne...) mais aussi à la diminution de la conscience de classe, de la conscience révolutionnaire. Un bon exemple est fourni par Notre-Dame-des-Landes*4, instrumentalisée par les Verts dans leur lutte au sein du gouvernement, mais aussi par la Confédération paysanne de Bové, très impliquée dans la récupération et la canalisation du mouvement vers des actions symboliques ne remettant sûrement pas en cause le capitalisme et l'Etat (ex : marche complètement inutile sauf pour fatiguer et balader le militant, un peu comme les manifs des intersyndicales servent à distraire les prolétaire des villes). La présence de la Conf' dans ces mouvements n'a rien de surprenant puisque le mouvement du Larzac (1971-1981) fut un précurseur des Zad actuelles. Déjà à cette époque, il servit de tremplin, entre autre, à José Bové (désormais bien au chaud à Bruxelles). Ce mouvement antimilitariste que fut initialement *« le Larzac »* a été rapidement détourné pour ses intérêts et ceux de quelques autres personnes. Si la Conf' a gagné ce combat, l'autonomie populaire a perdu une bataille dans la lutte des classes.



A la Zad du Testet, la Conf' s'est bien évidemment incrustée, en bon parasite qu'elle est, avec ses banderoles flanquées de moult gros logos et portant des slogans très politiquement corrects. Cependant, au moins pour l'instant, il semble que l'autogestion soit de mise dans cette Zad où plusieurs tendances se côtoient. Il n'y a pas de hiérarchie formelle et les choses se décident en assemblées. De plus, lors de leurs journées de sensibilisation, les débats étaient plutôt prometteurs quand à la suite du mouvement. Ce qui est une bonne chose, car il est primordial, si on veut dépasser la simple revendication parcellaire et corporatiste, de réfléchir à un moyen de lier écologie et autonomie populaire et de définit une stratégie révolutionnaire aussi claire que possible.

DE L'ÉCOLOGIE À L'AUTONOMIE ?

Cette problématique n'est en réalité pas nouvelle. Elle est au cœur par exemple de la réflexion de C. Castoriadis qui, dans *« De l'écologie à l'autonomie »**5, n'apporte pas de réponses toutes faites mais tente de poser des problématiques et de donner des pistes d'analyse et de réflexion. Dans l'introduction de ce bouquin, Philippe Caumières définit ce qu'est l'autonomie en ces termes : *« L'autonomie, c'est, comme le terme l'indique, le fait de se donner les lois (nomos) soi-même (autos). Au plan collectif, l'autonomie n'est autre que la démocratie bien comprise, c'est à dire le régime où le pouvoir (kratos) appartient effectivement au peuple (dèmos). »* Sur cette base, il poursuit la réflexion : *« Envisager la question écologique sans renoncer à la liberté conduit donc à envisager la politique entendue comme activité collective de délibération et de décision à même de mettre en cause l'ordre social et les orientations qu'il impose ».*

C'est par une sorte de parallèle avec la célèbre formule *« Socialisme ou barbarie »**6 que Castoriadis pose le problème : *« Cette société […] pourrait se remettre en cause, en disant : 'La façon selon laquelle nous vivons est absurde'. Mais elle pourrait aussi s'agripper au mode de vie actuel en se disant : 'Tel parti a la solution', ou : 'Il n'y a qu'à mettre à la porte les juifs, les arabes, ou je ne sais pas qui, pour résoudre nos problèmes' »* (p. 34). Dès lors, la première question qui se pose est : est ce que *« [...] les humains [...] veulent vraiment être maîtres d'eux même ? »*. Question que l'on peut adresser à tous : à vous, à nous, aux écologistes, aux radicaux, aux acteurs des ZAD et, allons-y franchement, aux révolutionnaires. Voulons-nous, voulez-vous être réellement maître de vous-mêmes ? Sachant que, si les êtres humains *« […] le voulaient rien ne pourrait les en empêcher... »*. … à la condition toutefois nous semble-t-il que ces choix individuels se cumulent dans une volonté collective. La liberté, l'autonomie, c'est en effet un choix sociétal. Dans cette société dominée par l'argent, le choix des puissants est vite fait : c'est la deuxième option de Castoriadis, avec la désignation de boucs émissaires, qui est valorisée.

Mais comment se fait-il que la conscience de la catastrophe écologique qui se poursuit allégrement depuis des décennies, que la connaissance des multiples faits insupportables qui font l'actualité, ne débouchent pas sur une opposition ferme et définitive *« […] à la forme établie de l'institution de la société »* ? *« Comment cette société arri-*

ve-t-elle à se maintenir et à tenir ensemble, alors qu'elle devrait susciter l'opposition de la grande majorité de ses membres ? Il y a une réponse qu'il faut éliminer définitivement de nos esprits, et qui caractérise toute la vielle mentalité de gauche : l'idée que le système établi ne tiendrait que par la répression et la manipulation des gens, en un sens extérieur et superficiel du terme manipulation. », or « *Le système tient parce qu'il a réussit à créer l'adhésion des gens à ce qui est* ». « *C'est de cette constatation fondamentale que l'on doit partir, si l'on veut avoir une activité qui ne soit pas futile et vaine.* » (p 24/25).

Là est le nœud du problème : si la société réussit à créer l'adhésion de la population, c'est que tout est fait pour que le *« citoyen moyen »*, et encore plus le producteur, ne comprenne réellement ni les enjeux, ni les mécanismes. Fernand Pelloutier, un des fondateurs de l'anarchosyndicalisme, le disait déjà il y a plus d'un siècle : *« Ce qui manque à l'ouvrier […] c'est la science de son malheur »*. Pour s'opposer à la société il faut bien évidemment la connaître en l'analysant. Il faut comprendre les mécanismes du pouvoir.

Dans une autre époque (et actuellement, dans d'autres pays) le pouvoir tirait sa substance de l'idée de Dieu, ce qui légitimait l'organisation verticale de la société. Aujourd'hui, dans plusieurs sociétés, on peut constater avec Castoriadis, que la religion a été remplacée par : *« […] l'idée, la représentation, la signification imaginaire du savoir et de la technique. »*, « *Ceux qui exercent le pouvoir [...] prétendent savoir et c'est au nom de ce prétendu savoir […] qu'ils justifient leur pouvoir aux yeux de la population. Et s'ils peuvent le faire c'est que la population y croit, qu'elle a été dressée pour y croire.* » (p 28). Il y a un véritable danger dans la technique comme dogme et outil du pouvoir, mais il faut savoir faire la part des choses et ne pas tomber dans une pensée caricaturale. *« […] il est aussi trop facile d'évacuer la question, comme cela se fait souvent dans notre milieu et par des gens qui nous sont proches, en voulant jeter par-dessus bord en bloc la science et la technique comme telles, parce qu'elles seraient de purs produits du système établi ; on aboutit ainsi à éliminer l'interrogation portant sur le monde, sur nous-mêmes, sur notre savoir. »* (p 31)*7. Or, l'absence de ce type d'interrogations conduit à l'impasse politique. Ainsi, Castoriadis constate-t-il que le mouvement ouvrier, dans son imposante majorité, était limité dans sa remise en question de la société en particulier parce qu'il n'abordait pas la question de la création des *« besoins »* par le capitalisme. C'est à l'inverse un apport majeur du mouvement écologique*8 que d'avoir commencé à penser la question des besoins dans leur rapport à la nature et au monde.

C'est une réflexion toute en nuance sur *« écologie »* et *« autonomie »* que propose donc Castoriadis, en tentant de définir ce que pourrait être la nature d'une société autonome. *« C'est qu'une autre société, une société autonome, n'implique pas seulement l'autogestion, l'autogouvernement, l'auto-institution. Elle implique une autre culture, au sens le plus profond ce terme. Elle implique un autre mode de vie, d'autres besoins, d'autres orientations de la vie humaine. Car vous serez d'accord avec moi pour dire qu'un socialisme des embouteillages est une absurdité dans les termes... »* (p 42). *« […] comment peut-on transformer le moyens techniques pour les mettre au service de fins qui seraient différentes ? Par exemple, comment peut-on transformer la technique productive pour que les producteurs, comme individus et comme groupes, soient vraiment les maîtres du processus productif ? Car, bien évidemment, l'idée d'un socialisme de chaînes de montage et d'assemblage est une absurdité, une contradiction dans les termes. »* (p 72). Reste également à envisager comment la transformation du monde technologique actuel pourrait se faire : *« […] il est évident qu'elle devra se faire à partir de ce qui existe et de ce que nous avons. C'est-à-dire, il faudra encore s'emparer de parties de ce qui existe à présent comme technologie. Ce qui est essentiel, c'est de parvenir à une vue suffisamment claire de ce que l'on veut faire et de ce que l'on veut éviter, pour que les parties qu'on utilise ne risquent pas de réengendrer le système que l'on essaie de détruire. »* (p 73).

Cette dernière réflexion est d'une cruelle actualité*9. Elle ne concerne pas que la technologie, mais s'étend à notre avis aux autres problématiques. Eviter de reproduire dans la pensée révolutionnaire les schémas autoritaires, archaïques dont la société nous imprègne est une indispensable nécessité. Examiner chaque problème à la lumière de différentes approches peut permettre d'y parvenir. Foin donc d'une écologie séparée du mouvement social, comme d'un mouvement social qui se désintéresserait de la dimension écologique.

-1.- Le mouvement *free festival* consistait en réquisitionner un lieu pour y organiser un *« festival »* qui était en fait un espace libéré permettant de pratiquer une certaine autogestion. Ces pratiques questionnaient explicitement le mode de vie et la logique capitaliste. _2.- ZAD : Zone à défendre _3.- Répression conduite dans l'indifférence des militants de tous bords, y compris des anarchistes, qui n'étaient que très peu touchés par la vague de violences du thatchérisme) _4.- Pour nos lecteurs de l'étranger : c'est le nom de l'endroit, près de Nantes, où le gouvernement veut construire un aéroport. Il n'a aucune connotation religieuse. _5.- *« De l'écologie à l'autonomie »*, éditions *« Le bord de l'eau »*, 1980. Il s'agit d'un débat entre Cornélius Castoriadis et Daniel Cohn-Bendit, avec participation du public. Autant les propos de Castoriadis sont profonds, autant ceux de Cohn-Bendit sont creux et sans intérêt. Que ce dernier en arrive aujourd'hui à appeler à voter pour le candidat conservateur au poste de président de la commission européenne n'a rien d'étonnant, quand on suit le parcours du personnage. _6.- *« Socialisme ou Barbarie »* était la revue du groupe du même nom que Castoriadis avait fondé avec des amis. _7.- Le courant primitiviste est tombé dans ce piège de la caricature intellectuelle. Voir *Anarchosyndicalisme !* N° 138. _8.- Les propos de Castoriadis portent sur la réflexion écologique, pas sur les partis écologistes qui œuvrent sans relâche à la fortification du système capitaliste en lui mettant un vernis *« vert »*. _9.- Manifes-tement, certains courants n'ont pas réussi à résoudre cette équation et reproduisent des idées réactionnaires en cherchant à critiquer la pensée moderne.

LES LIBERTARIENS : RIEN DE LIBERTAIRE, TOUT DE FASCISTE

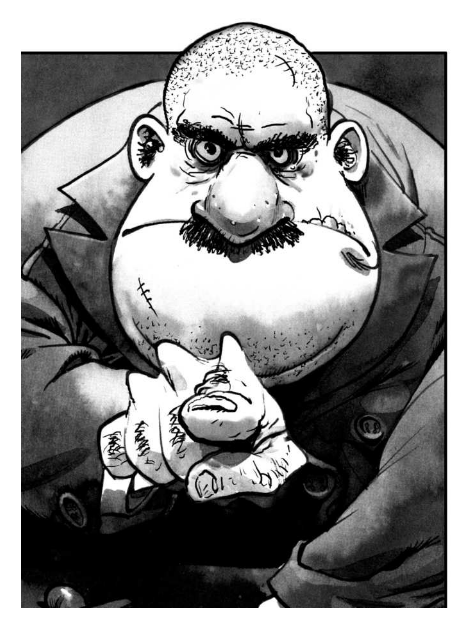
Une théorie, localisée essentiellement aux États-Unis ou dans des pays anglo-saxons, avec des termes tels que "libertarien" (venant de libertaire) ou "anarcho" associés au terme "capitaliste", se diffuse à travers Internet. Une telle expropriation des termes anarchistes / libertaires par des hiérarchistes peut surprendre, au vu des incompatibilités évidentes entre ces termes, mais du fait de la récurrence de ces expressions sur le net un article succinct résumant ces "théories" semble nécessaire, pour clarifier ce qu'est cette manipulation.

L'association de termes contraires, tels "anarcho" avec "capitaliste" en un oxymore, est un art de la confusion que les étato-capitalistes aiment pratiquer afin de faire prendre des vessies pour des lanternes et vendre ainsi leurs vieilles camelotes sous un nouvel emballage doré. Cela s'est déjà vu avec les capitalo-étatistes bolcheviques qui se prétendaient communistes tout en instaurant un capitalisme d'État, aidés en cela idéologiquement et en pratique par les diverses bourgeoisies, afin d'écraser l'auto-émancipation en acte du mouvement ouvrier.

Pour clarifier le propos on n'utilisera pas l'oxymore des étato-capitalistes, ce qui serait donner de la valeur à la novlangue de ces marchands de misère. On pourrait les nommer "capitalistes d'État privé" ou "ultralibéraux", mais pour simplifier on les nommera "propriétariens", cela pour reprendre la désignation qu'utilisent avec justesse les anarchistes états-uniens pour qualifier cette nouvelle escroquerie Etato-capitaliste.

Hormis la volonté expansionniste et vorace inhérente à l'étato-capitalisme (comme à son opposé : le capitalo-étatisme) dans toutes ses dimensions, les raisons pour laquelle des étato-capitalistes propriétariens usurpent des termes venant des anarchistes sont diverses.

Historiquement, il s'agit d'une des conséquences de la guerre froide, de la politique anticommuniste états-unienne (avec sa chasse aux sorcières organisée par les maccartystes), ce qui a amené les "socialistes" états-uniens à se dénommer "libéraux" (en référence au libéralisme politique ou aux démocrates libéraux), et par effet et en parallèle, les "libéraux" (en référence au libéralisme économique ou des ultralibéraux) ont dû trouver une autre désignation à leurs mouvements pour ne pas être confondus avec les "socialistes".



Idéologiquement, en partant de l'économie autrichienne et d'une définition très particulière et erronée de l'anti-étatisme, des libéraux*[1] en sont arrivés petit à petit à s'autodésigner comme "anarchistes" (en interprétant largement les idées "anarchistes individualistes" dont ils se seraient inspirées) et cela malgré une contradiction évidente : défendre le capitalisme, implique un étatisme minimal ou maximal, une hiérarchie sociale, une société divisée en classes ainsi que le salariat, toutes conceptions totalement étrangères à l'anarchisme. Comme nous le verrons, leur anti-étatisme est étroit et faux, ce sont en fait des étatistes (des étato-capitalistes !) qui s'ignorent sciemment.

Comme bon nombre de théories totalitaires et manichéennes, ils divisent le monde en deux camps, le capitalisme et l'étatisme. Ils considèrent qu'il faut choisir son "camp", qu'on ne peut pas lutter contre le capitalisme et l'étatisme en même temps. Il s'agit là d'un discours hypocrite, en miroir de celui des sociaux-démocrates bolcheviques (puisque ces derniers ne refusaient pas le capitalisme d'État ; tout comme les propriétariens ne refusent pas l'étatisme privé, les uns et les autres partageant donc la même contradiction totalitaire avec des points de départ opposés). Dans les faits, le capitalisme et l'étatisme sont indissociables, l'un existe par l'autre et réciproquement. Tout le reste n'est qu'une question d'équilibre politico-idéologique : la lutte se situe alors entre les étato-capitalistes (pour lesquels l'économie dirige le politique) et les capitalo-étatistes (qui veulent, à l'inverse, que le politique dirige l'économique). Pour masquer leur escroquerie qui résulte de l'incohérence entre la fin et les moyens, les propriétariens utilisent des mots trompeurs, comme le firent en leur temps les bolcheviques. Ce sont des manœuvres idéologiques dont l'idée est de créer l'illusion du nouveau ou du renouveau.

En pratique, les propriétariens déclarent qu'ils peuvent agir dans leur propriété privée (leur "patrie") comme si c'était un État*[2] et inversement. Pour eux, le propriétaire, seul maître, a un droit absolu sur sa propriété et sur ses sujets (locataires, salariés, esclaves, citoyens). Il peut défendre sa propriété selon ses propres critères de "justice" et ses intérêts. Pour une organisation plus vaste, les propriétariens proposent des agences de protection, avec police privée, cours de justice privées, armées privées, et cela selon des codes de lois généraux propriétariens*[3]. La liberté pour eux c'est la propriété et le fait de pouvoir choisir son maître, son esclave, son gouvernant, sa nation, sa police, sa

justice...

Vis-à-vis de l'État actuel, une grande partie des propriétariens a choisi de passer par l'intermédiaire de divers partis ("*Libertarian party*", "*UKIP*", ... en France ils firent un essai électoral avec "*Alternative Libérale*" - AL) qui participent aux élections représentatives afin de justifier ce système. Aux États-Unis, un de leurs représentants, Ron Paul, variant entre "*Libertarian party*" et "*Republican party*", s'est illustré à de nombreuses reprises pour ses accointances (financements ou conférences) avec des groupes d'extrême droite (JBS *John Birch Society*, les sudistes de la *Ligue du Sud*, des suprémacistes blancs, les intégristes de Fatima...), pour des propos racistes récurrents, notamment ces lettres des années 90 sur les Noirs (qui à Washington DC, selon lui, seraient essentiellement des criminels ou des semi-criminels), mais aussi par des prises de position contre l'abolition des lois ségrégationnistes des Etats du sud. D'autres auteurs propriétariens ont défendu des positions autrement autoritaires, tel que Hans Hermann Hoppe*4 déclarant clairement son homophobie, prônant la censure voire l'élimination physique de ses opposants, défendant la monarchie, pour ne pas dire la "dictature privée", qui selon lui est bien plus efficace qu'une démocratie, car seul le monarque saura défendre ses frontières nationales comme si c'était sa propriété privée. Il faut ajouter que d'autres positions dans le cadre du marché "libre", autres que le salariat, sont avancées par des propriétariens*5, telles que valoriser la prostitution (dans la vision globale d'une société de marchandisation), vendre/acheter des organes, vendre/acheter des enfants, mettre des enfants au travail salarié ou en esclavage... pour eux la morale se situe dans la propriété privée ou dans la hiérarchie et non dans les rapports sociaux égalitaires.

On peut donc comprendre la raison pour laquelle les références idéologiques et économiques des propriétariens sont Hayek, Friedman, Ludwig Von Mises,… auteurs ayant défendu ou travaillé pour des dictatures*6 telles que le Chili de Pinochet, l'Autriche de Dollfuss, le Portugal de Salazar, l'Italie fasciste de Mussolini. D'autres « expériences » plus récentes comme Taïwan, Hong Kong, Singapour sont souvent citées comme références*7...

Cette théorie totalitaire consistant à défendre le capitalisme à tout prix amène ses défenseurs à utiliser logiquement les moyens étatiques actuels qu'ils prétendent rejeter. Dans d'autres cas, ils défendent l'application des fonctions de l'État régalien au sein de leur propriété privée (individuellement ou par l'intermédiaire d'agences privées). Changer le mot "Etat" par "agence" ne change rien au fond des pratiques étatistes des propriétariens quels qu'ils soient. Tout comme l'utilisation qu'ils font des termes "anarcho" au détriment de leur propre crédibilité ne change en rien l'escroquerie de leurs théories.

Patrick Merin

_1.- Malgré leur rejet initial de ce terme (jugé trop « socialiste »), notamment par Rothbard qui préférait le néologisme « nonarchiste » (c'est-à-dire "ni anarchiste, ni archiste") tout en se prononçant pour une hiérarchie volontaire. _2.- « *En outre, la politique d'immigration antidiscriminatoire des États-Unis et d'autres pays occidentaux au cours des dernières décennies a fait en sorte que des gens qui sont étrangers ou même hostiles aux valeurs occidentales ont pu facilement s'établir dans ces pays et les infiltrer.* » « *Que doit-on espérer et prôner comme politique d'immigration correcte (...) ? La meilleure que l'on puisse espérer (...) : c'est que les dirigeants démocratiques se conduisent "comme si" ils étaient personnellement propriétaires du pays, comme s'ils avaient à décider qui admettre et qui exclure dans leur propre propriété privée. Cela signifie pratiquer une politique de discrimination extrême* » *Democracy*: *The God That Failed*, 2001, Hans Hermann Hoppe. _3.- cf. Rothbard, "*Ethique de la liberté*" sur l'universalité des droits naturels propriétariens. _4.- « *Il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis des démocrates et des communistes dans un ordre social libertarien. Ils devront être séparés et expulsés physiquement de la société. De même, dans un engagement fondé dans l'optique de protéger la famille et les proches, il ne peut y avoir de tolérance vis-à-vis de ceux qui défendent habituellement des modes de vie incompatibles avec cet objectif. Ceux-là — les défenseurs de styles de vie différents, non-centrés sur la famille et les proches, tels que l'hédonisme individuel, le parasitisme, la vénération de la nature et de l'environnement, l'homosexualité ou le communisme —devront être éliminés physiquement de la société également, si l'on souhaite maintenir un ordre libertarien.* » *Democracy*: *The God That Failed*, 2001, Hans Hermann Hoppe. _5.- Walter Block dans "*Libertarianism vs Objectivism ; A Response to Peter Schwartz*" _6.- « *On ne peut nier que le fascisme et les mouvements similaires cherchant à mettre en place des dictatures sont remplis des meilleures intentions et que leur intervention a, pour l'instant, sauvé la civilisation européenne. Le mérite qui en revient au fascisme demeurera éternellement dans l'histoire.* » Ludwig Von Mises "libéralisme" (1927) ; Friedrich Von Hayek - au sujet du Chili de Pinochet, dans le journal "El Mercurio" dit préférer une « *dictature libérale à une absence de libéralisme dans un gouvernement démocratique* ». _7.- Hans-Hermann Hoppe : « *Nous devons promouvoir la conception d'un monde composé de dizaines de milliers de districts, régions et cantons distincts, et de centaines de milliers de cités libres indépendantes telles que les curiosités contemporaines que sont Monaco, Andorre, Saint-Marin, le Liechtenstein, Hong Kong et Singapour.* » « *Le monde serait alors composé de petits États économiquement intégrés grâce au libre-échange et au partage d'une monnaie-marchandise comme l'or.* ».



Neutralité du net : c'est quoi ?

Vous avez peut-être entendu parler aux informations ces derniers temps de « neutralité d'internet ». Il en a été beaucoup question à la suite d'une décision américaine de la détruire au profit des fournisseurs d'accès. Mais la neutralité du net, c'est quoi ?

TOUT D'ABORD, QU'EST-CE QU'INTERNET ?

Internet est à la base un « réseau de réseaux ». C'est la mise en commun de plusieurs réseaux de l'armée américaine dans les années 80, auxquels se sont progressivement ajoutés des réseaux civils (les premiers étaient ceux des universités). Tous ces réseaux communiquent entre eux grâce à des protocoles standardisés qui permettent le fonctionnement en commun. Par exemple, vous voulez voir une page située sur un serveur américain. Votre ordinateur va envoyer ce qui s'appelle une requête à ce serveur. Mais comme vous n'êtes pas directement lié à ce serveur, votre requête va passer par un certain nombre d'ordinateurs intermédiaires qui vont communiquer grâce aux protocoles.

Une fois le serveur américain atteint, celui-ci va renvoyer la page internet au demandeur (appelé client). Comme elle risque fort d'être volumineuse, il va la diviser en petits paquets qui vont être acheminés par le réseau, en passant par diverses routes (et pas toujours les mêmes), pour finir par s'afficher sur votre ordinateur. Il est important de noter que le système accepte que les paquets n'arrivent pas dans le bon ordre.

Tout cela est assez complexe à la base. Va s'ajouter à cela les effets du capitalisme qui vont encore complexifier les choses.

Lors du passage de votre page internet sur le réseau, les données informatiques vont emprunter des réseaux privés ou publics. Ceux-ci sont entretenus à grand frais par des entreprises ou institutions qui garantissent un débit (c'est-à-dire la vitesse de transmission de l'information) et une qualité de transmission. Dans ce contexte, se sont ajoutés ces dernières années la nécessité de transmettre des informations en « temps réel ». On parle ici par exemple du fait de regarder une vidéo sur Youtube. Dans ce cas, les paquets dont nous avons parlé tout à l'heure doivent arriver dans le bon ordre, sinon la vidéo devient illisible. C'est le développement de ces services qui pose problème. Ils engendrent de gros débits et nécessitent une grande qualité de transmission. Voilà pour la partie technique.

Economiquement, ce qui se passe est aujourd'hui plus simple. Pour accéder à internet, vous payez un fournisseur d'accès (par exemple Orange), et vous avez accès à tout internet. Pour Youtube, c'est pareil, il paye lui aussi un fournisseur d'accès. Cependant, vous n'avez pas la même consommation de débit que Youtube, et c'est là qu'est le problème.

Jusqu'à aujourd'hui, les données étaient transmises sur le réseau selon le principe de neutralité : le fournisseur d'accès s'engageait à transmettre les données sans en examiner le contenu, sans prise en compte de la source ou de la destination des données, sans privilégier un protocole de communication et sans en altérer le contenu. Mais l'importance du streaming rend ce modèle difficile à supporter, au dire des fournisseurs d'accès. Ils veulent donc faire payer les utilisateurs en fonction de leur consommation. Vous voulez accéder à Youtube en bonne qualité ? Il vous faudra prendre un abonnement spécifique pour cela. Et c'est la même chose pour les créateurs de contenus internet. Votre adresse mail est chez La Poste ? Il vous faudra espérer qu'elle a signé un accord avec votre fournisseur d'accès pour vous garantir un trafic correct, sinon l'utilisation de ce service sera difficile. Ça, c'est pour les effets immédiats. Prenons un exemple pour voir des effets plus pervers à long terme. Imaginons que vous soyez un comité de lutte dans une entreprise. Pour visibiliser votre lutte, vous décidez de créer un site internet. Sur ce site, vous mettrez des vidéos, des textes et des photos. Aujourd'hui, toute personne qui veut voir votre site peut s'y connecter. Demain, avec l'abandon de la neutralité du net, vous devrez lors de la création du site payer pour une certaine qualité de service et d'accès. Et comme vous n'avez pas les moyens de Youtube (et d'autres), ses données passeront toujours avant les vôtres. C'est comme si, sur une route, une voie était réservée aux voitures Renault parce que cette entreprise aurait payé pour cela et que toutes les autres voitures devaient s'agglutiner sur une unique autre voie.

Contre cette évolution, la contestation se met en place. A Anonymous et à de multiples collectifs se sont joints les grandes entreprises du net comme Google et Apple. Ne nous trompons pas, ces entreprises ne sont en rien philanthropiques ni intéressées par le sort des libertés publiques. Elles cherchent à défendre leur portefeuille en surfant sur une vague de contestation qui, elle, cherche à garantir un libre accès à ce qui devrait être un bien commun. Car Internet est aujourd'hui un élément vital à la société. Il permet l'information en direct, l'accès à de vastes connaissances, la conservation du patrimoine culturel. Mais il est aussi un lieu où nos ennemis sont présents et agissent : espionnage généralisé de la part des gouvernements, censure publique ou privée, diffusion massive de fausses informations et de propagande. Ces entreprises qui luttent pour la neutralité du net font partie de nos ennemis. Cela ne doit pas nous empêcher de lutter contre les fournisseurs d'accès. Internet est aujourd'hui l'équivalent de l'invention de l'imprimerie, et les évolutions de la société qui vont découler de son développement vont profondément bouleverser la civilisation. Aujourd'hui, nous sommes à la croisée des chemins : doit-on laisser internet aux seules mains des capitalistes ? Ou bien devons-nous lutter pour que ce formidable outil devienne ce qu'il a vocation à être : un bien commun de l'humanité ? Notre réponse est claire : internet est à nous tous, ne nous le laissons pas confisquer !



Gauche, syndicats, patronat : ensemble, tout devient possible !

En ces temps de « crise économique », François Hollande et son gouvernement s'appliquent à mettre en place les lois et mesures nécessaires à la poursuite de la logique libérale de développement capitaliste, sous l'égide de l'UE et de Bruxelles. C'est aujourd'hui officiel : malgré les discours de façades, la « gauche » ne prend même plus la peine de préserver un semblant de social-démocratie. On peut même penser qu'elle fait mieux que ses homologues de droite pour la préservation des intérêts capitalistes. L'ANI en 2013 et le *« pacte de responsabilité »* de 2014 en sont de très bons exemples.

L'OFFENSIVE DU CAPITAL CONTRE LES TRAVAILLEURS

Commençons tout d'abord par rappeler quelques mesures importantes contenues dans l'*Accord national interprofessionnel* (ANI) signé en 2013 par le gouvernement et 5 syndicats *« représentatifs »* : choix unilatéral de la complémentaire santé par l'employeur, renforcement de la mobilité interne dans les entreprises avec licenciement pour motif économique si refus du salarié, possibilité pour l'employeur de déroger aux garanties de branches dans certains cas (ce qui permet d'imposer modifications du salaire et du temps de travail), expérimentation du *Contrat de travail intermittent* (CTI) dans certains secteurs équivalent à des CDI annualisés renforçant la précarité des salariés... La liste est longue, et pour mieux appréhender cette attaque frontale contre les droits des travailleurs, nous vous conseillons de vous référer à la brochure sur l'ANI de nos compagnons de la CNT-AIT 63 (que nous avons repris pour ces rappels). Par ailleurs, le MEDEF poursuit son objectif de destruction du code du travail et ambitionne déjà de nouvelles réformes.

Hollande remet le couvert cette année avec l'annonce de son *« pacte de responsabilité »* qui promet aux entreprises de supprimer leur participation aux cotisations familiales d'ici 2017. Pour rappel, les cotisations familiales sont une taxe, payée par les employeurs, pour chaque salarié. Elles représentent, 5,25 % du salaire brut et 35 milliards d'euros qui permettent le financement de la Sécurité Sociale. Concrètement, il s'agit des allocations familiales, touchées par toute famille de deux enfants ou plus sans condition de revenu, ou de la *Prestation d'accueil du jeune enfant* (PAJE), qui regroupe différentes aides à la garde d'enfant. Les cotisations familiales représentent environ les deux tiers du financement de cette branche famille, le reste provenant de la CSG ou d'autres impôts et taxes (source *: Le Monde 15/01/2014*).

Il va donc falloir trouver 35 milliards d'euros pour continuer à financer la Sécu, en sachant que vu son déficit abyssal il en faudrait surement plus encore. Et pour cela, rien de plus efficace que de rogner sur la dépense publique : au total, Hollande affirme *« qu'entre 2015 et 2017 il faudra dégager 50 milliards de plus »*, et pour cela *« mener des réformes structurelles, redéfinir les principales missions de l'État et revoir nos mécanismes de distribution » (source : Le Monde 15/01/2014)*. Les cibles sont peu à peu dévoilées : salaires des fonctionnaires, hôpital public, prestations sociales,...

Le MEDEF applaudit et Montebourg négocie en demandant 2 millions d'emplois sur 5 ans en contrepartie de ces cadeaux au patronat. Le MEDEF ne demandait rien de moins que 100 milliards d'euros d'abaissement de cotisations sur 5 ans contre 1 millions d'emplois en contrepartie d'ici 2020 ; devant l'apathie générale, le MEDEF ne veut maintenant même plus parler d'objectifs chiffrés... Il n'est pas difficile de comprendre l'essentiel : l'addition sera plus ou moins salée mais on connait déjà ceux qui vont la payer : les travailleurs, les précaires... Et cela a déjà commencé avec le rehaussement de la TVA qui s'inscrit dans ce projet global. Même si le gouvernement affirme que la baisse des cotisations des entreprises augmentera les recettes d'impôts sur les sociétés, ou qu'il pourrait récupérer jusqu'à 2 milliards d'euros en 2014 en luttant contre la fraude fiscale, cela ne sera pas suffisant.

En parallèle, Bercy prévoit de diminuer de 3 milliards d'euros par an pendant 3 ans la dotation des collecti-vités locales, ce qui aboutirait à une diminution totale d'environ 10,5 milliards d'euros d'ici 2017 (source *: Le Monde*). Les collectivités ayant notamment pour missions l'accompagnement social, l'insertion, la prise en charge du handicap et de la dépendance ou encore la protection de l'enfance par exemple, cela aura forcément pour conséquences une dégradation des services publics de proximité, qui suit la logique d'austérité actuelle.

GOUVERNANCE LIBÉRALE ET COLLABORATION DE CLASSES

La gauche sociale-démocrate, habituellement favorable à un État-Providence de type keynésien, s'est aujourd'hui rangée aux grands principes du laissez-faire économique, dans la pure tradition libérale. En effet, que ce soit pour l'ANI ou le pacte de responsabilité, elle laisse les *« partenaires sociaux »* décider des grandes orientations économiques. Pour Hollande et son gouvernement, cette politique est avantageuse : si ces mesures échouent, il accusera les partenaires sociaux ; si son calcul politique fonctionne, il en retirera les lauriers

Les centrales syndicales prennent aussi part à ce processus. On voit 2 postures : soit elles négocient directement et ouvertement (CFDT, CGC et CFTC), soit elles entendent poser leurs conditions au préalable, se donnant ainsi une apparence de radicalité (CGT et FO). Dans les 2 cas, il n'y a aucune logique d'opposition et tous les syndicats persistent dans leur logique d'accompagnement du capitalisme. Pire : ils ne défendent même plus les acquis sociaux des travailleurs. Les partenaires sociaux instituent ainsi une poli-

tique économique conforme aux desidératas du patronat.

D'autre part, il devient évident que le mythe de l'alternance gauche / droite ne tient plus : le gouvernement sarkozyste avait déjà préparé le terrain des réformes libérales avec les retraites, et la gauche de Hollande va encore plus loin avec l'ANI et son pacte de responsabilité. Plus globalement, tout cela se fait sous l'égide des institutions européennes, et Bruxelles rappelle encore la nécessité de réformer pour maintenir les objectifs de réduction du déficit. Comme disait Warren Buffet, il devient alors évident que l'oligarchie est en train de gagner sa guerre de classe contre les classes moyennes et populaires.

De plus, le nouveau *projet de libre échange Etats-Unis et Europe* (TAFTA) va aggraver la situation. Des firmes privées pourraient alors porter plainte contre des décisions d'un Etat qui porteraient préjudice à la firme concernée. Cela est l'évolution logique du capitalisme et de son fétichisme de la marchandise. Le code du commerce devient la source du droit.

QUELLE RÉPONSE ?

Face à cette situation, aucune réaction sociale ne semble émerger pour le moment, que ce soit de la part des syndicats ou des travailleurs eux-mêmes. On constate qu'au niveau national, les centrales syndicales sont clairement du côté de la négociation et de l'accompagnement. Localement, seules quelques résistances très isolées se font jour (notamment des salarié(e)s menacés de licenciement économique). Une opposition efficace nécessitera un développement d'une résistance généralisée des travailleurs. Cela demande de dépasser le corporatisme des luttes actuelles, en rappelant que la lutte des classes est plus que jamais d'actualité. Nous devons œuvrer à ce qu'une convergence des luttes soit possible, en favorisant des luttes autonomes vis-à-vis des partis et des syndicats responsables de la situation actuelle. A partir de ce moment là, l'autonomie populaire peut se développer et nous entraîner vers une émancipation sociale.

Avril 2014

Des membres de l'UL de Caen

Courrier des lecteurs

ALERTE POLE EMPLOI

Pôle emploi demande aux « usager » de créer un espace personnel avec le numéro d'identifiant que eux vous donnent. Lorsque vous suivez leur conseil (souvent une obligation) vous les autorisez par la même à ce que toute activité sur votre espace emploi remonte dans votre dossier que peut lire n 'importe quel conseiller. Ainsi les nouveaux conseillers dont le travail est uniquement le contrôle font des recherches dans la masse des demandeurs d'emploi afin de vérifier sur les dossiers des demandeurs d'emploi qui a recherché ou non un emploi en répondant à des offres. Tout est enregistré sans votre accord. Déjà se pose la question de pourquoi les agents de pole emploi n expliquent pas cette nouvelle possibilité de contrôle, cette main mise dans un dossier qui s'appelle pourtant « espace personnel ». En principe, un « espace personnel » est un espace qui appartient strictement à la personne, un espace de confidentialité. Le plus simple est de ne pas donner d'adresse courriel et de ne créer cet espace emploi. Après tout, nul n'est obligé (encore) d'avoir un ordinateur.

David

LA RAISON DOULOUREUSE

Merci pour les revues que je vais lire avec intérêt . Elles me rappelleront les journaux que lisait mon père comme *« Solidaridad Obrera »* par exemple.

Nous vivons une époque tourmentée et le mouvement syndicaliste me semble bien timoré. Je cite toujours en exemple l'anarchosyndicalisme espagnol et le travail immense d'émancipation ouvrière qui a été le sien. Jusqu'à son dernier souffle, mon père lui a été fidèle et s'est remémoré avec émotion ce que furent ses actions.

Je vous envoie deux exemplaires de *« La raison douloureuse »* ainsi qu'un fascicule sur le Pouvoir, de Tolstoï. Je l'ai retrouvé en espagnol dans les livres de mon père et, le lisant, j'ai été étonné de la similitude des idées de Tolstoï avec celle des anarchistes, ce dont je n'avais eu conscience jusqu'alors. La vie de mon père est à prix coûtant : 10 euros l'un.

Je vous souhaite, ainsi qu'aux compagnons de votre groupe, beaucoup d'énergie pour continuer à faire vivre l'anarchosyndicalisme.

Gloria Gargallo

(NDLR : L'ouvage « La raison douloureuse » dont nous conseillons la lecture est diponible chez : gloria.edomi@orange.fr / La traduction de « Le Pouvoir » de Tolstoï est parue chez @cracia en 2008)

DE SANG ET D'OR

J'ai écrit un roman *« De sang et d'Or »*, une grande histoire d'aventure et d'amour sur fond de guerre civile espagnole en Catalogne. Un livre dont la toile de fond est le combat de nos compagnons ibériques de 36 à 39. Je lance une souscription pour son édition. Plus d'information au courriel : mdejean@gmx.fr

LA RICHESSE

Voici mon abonnement. La richesse de l'Homme est ce qu'il donne, pas ce qu'il possède. Qu'on se le dise. Résistance. Fraternité.

Monique C

EN SOUTIEN

Bonjour Compagnes et Compagnons. En soutien à votre combat syndicaliste, pour que nos pensées, libres, critiques et constructives continuent de s'exprimer.

Francine et Estéban B.

CAMPING CNT-AIT

La semaine de camping de la CNT-AIT aura lieu cette année du dimanche 3 août (au soir) au dimanche 10 au matin. C'est un espace à la fois de détente, de réflexion, de convivialité, d'information. Comme toujours, nous avons retenu en midi-pyrénées un aire de camping, simple et sans chichi (mais offrant les comodités de base) afin que les problèmes budgétaires ne soient un obstacle pour personne. Il est ouvert aux lecteurs de notre journal qui le souhaitent. N'hésitez pas à prendre contact.

NDLR

Nous rencontrer

_ Dans le 34 : cnt-ait34@outlook.fr
_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr
_ Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com
2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.
_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.
_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).
_Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .
_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.
_Une «Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org)Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.
_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Perma-nences chaque samedi à partir de 15h.
_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
_Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com
_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr
_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative :
cnt.ait71@gmail.com
_Ailleurs nous contacter

Vivre à Béziers

1ER MAI 2014 À BÉZIERS

Cette année, et pour changer nos habitudes, nous étions à Béziers à côté de la Bourse du travail que s'est appropriée la CGT du coin.

C'est pour soutenir la nouvelle *« Initiative CNT-AIT Hérault »*, créée depuis deux mois, que sont venus des compagnons-gnes de la région ; mais aussi pour « fêter » l'avènement de Ménard 1er à la tête de cette ville de Béziers.

Nous étions une vingtaine de militants et sympathisants, plus d'autres, soit une petite troupe sympathique et gaie autour de la table de presse ou trônaient « *Anarchosyndicalisme !* » et le premier numéro du journal de la CNT-AIT Méditerranée : *« Révolution Sociale »*.

Ça déparait avec le maigre cortège Cégétisto-FSUbuesque (environ 2 ou 300 personnes ?) qui a défilé tristement devant notre table de presse et dont la sono à fond n'a pas pu faire taire nos sympathiques allusions aux dernières élections présidentielles et municipales ! La banderole de la CNT-AIT annonçait d'ailleurs la couleur *« Ils ont voté, et puis après ? »* Référence bien sûr à la chanson de Léo Ferré et à nos affiches *« Les élections passent, les problèmes restent »* collées aux alentours de Béziers avant les municipales par les compagnes-gnons du coin.

Cette table de presse a été suivie d'un pique-nique convivial … devant le théâtre de Béziers -, là ou la police fait la chasse aux SDF et aux jeunes qui ont le malheur de se regrouper dans ce lieu des allées Paul Riquet ! Arrêté municipal oblige, ces gens sont systématiquement délogés, contrôlés et virés dans le meilleur des cas ! Idem pour les mineurs (moins de 13 ans) qui subissent une interdiction de rester dehors après 22 heures, et ce toujours par arrêté municipal !

Bref, avec ce pique-nique, non seulement nous nous sommes régalés, mais en plus, cela a été l'occasion de discuter avec ces gens dans la précarité et de leur montrer qu'ensemble, en nombre, on est plus forts ! La police n'a fait que tourner autour de notre banderole, de nouveau déployée et n'a pas osé intervenir, au grand regret de certains qui se moquaient d'eux !

Donc une belle journée de lutte et de solidarité active qui laisse promettre des lendemains plus gais à Béziers !

Ce mois de mai s'est poursuivi à Béziers par un concert antifa de soutien le 17 mai 2014, organisé par des jeunes présents à cette journée du 1er-Mai et par une exposition de photos intitulée *« Vivre l'utopie »* s'est déroulée du 13 au 16 mai, celle-ci était organisée par les compagnes-gnons de la CNT-AIT de Béziers (voir compte rendu).

Un peu d'animation donc, autre que les ratonnades qui se profilent sous ce Ménard 1er qui a eu la bonne idée de prendre dans son cabinet (le mot est bien trouvé !) deux ex-membres de partis Identitaires, qui sont des copies encore plus fascinantes que le FN, déjà peu reluisant !

Un peu de rouge et noir dans ce Béziers plein de fachos n'a pas fait de mal en ce 1er-Mai 2014.

VIVRE L'UTOPIE

L'exposition « Vivre l'Utopie » s' est tenue durant une semaine à Béziers dans les locaux de la Cimade. Je pourrais écrire elle a « enfin » pu se tenir. En effet nous avions eu au départ l'accord d'une librairie qui s'est désistée, ensuite une autre association espagnole nous a fait faux bond. Souvent le premier propos était : *« Ouf, cela fait du bien ! »*. Beaucoup d'interrogations sur le fait que cette période historique soit si peut relatée. Quelques conclusions aussi comme : *« S'ils l'ont fait, c'est que c'est possible »*, *« Ils nous ont ouvert le chemin »*, *« Ces anars si droits, honnêtes, convaincus : des leçons de vie »*.

« Vivre l'utopie » sera de nouveau présentée à Bézier, du 12 au 27 juin à La Librairie des sources rue Trencavel, une table de presse CNT-AIT avec brochures, journal sera présente.

19 juillet 2014

Le 19 juillet 1936, le prolétariat espagnol se jetait dans les rues pour faire barrage au coup d'Etat fasciste perpétré par le général Franco avec l'appui de l'église catholique, de la bourgeoisie et bien entendu de toute l'armée. Malgré une infériorité inimaginable dans l'armement dont elle disposait, la population réussit non seulement à freiner pendant plusieurs années l'avancée de l'armée franquiste (soutenue, entre autre, par l'aviation hitlérienne) mais aussi à impulser une véritable révolution sociale autogestionnaire d'ampleur.

Pour commémorer cette geste, la CNT-AIT de Toulouse organisera le 19 juillet 2014 une journée, avec, en particulier la présentation de l'exposition « Vivre l'Utopie » à « La Chapelle », 36 rue Danielle Casanova, 31000 (Derrière le Conseil général, métro Minimes-Nougaro). Le programme précis sera disponible sur notre site.

Mais aussi

_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/

_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est gratuit) : AnarSonore.free.fr L'enrichir en enregistrant vous-même de nouveaux textes (classiques, articles...) en français mais aussi dans toutes les autres langues.

_Diffuser Anarcho-syndicalisme ! autour de vous. Prenez contact avec le journal à notre adresse postale. Les conditions sont étudiées en fonction des possibilités de chacun.

_Diffuser les périodiques « Un autre futur » (Toulouse), « Solidarité de classe » (Clermont-Ferrand) et « Révolution sociale » (Union Régionale Méditerranée)



LIBEREZ ICARE POLITO ET TOUS LES PRISONNIERS SOCIAUX BRESILIENS

Dès que les travaux pour le mondial ont commencé, le gouvernement a assuré que tout le financement serait à la charge des entreprises et des sponsors ; mais les années passant, le gouvernement utilise chaque fois plus l'argent des impôts pour financer cet événement privé.

Dans un pays pauvre où les habitants n'ont pas d'hôpitaux, ni de bonnes écoles, de logements et où beaucoup de droits sont « oubliés » par l'État, financer un événement de football avec l'argent du peuple provoque une grande révolte. Actuellement nous avons connaissance que plus de 51 % des habitants du Brésil sont contre le Mondial de football et ses dépenses.

Les journées de révolte de juillet 2013 ont été une sorte de réflexe dans un pays qui se dirige vers la faillite et l'érosion complète des droits. Les niveaux d'inflation sont chaque jour plus élevés, ce qui fait comprendre à chacun que les luttes sont la seule manière de mettre en évidence les besoins du peuple. Ces journées, et celles qui ont suivi, sont des manifestations du peuple, pour le peuple, la plus pure expression de révolte contre un gouvernement soumis aux intérêts de la FIFA.

Les instances dirigeantes du football causent aussi des torts à la liberté d'expression et de manifestation en faisant tout pour les restreindre. De plus, ils font aussi du tort aux petits camelots qui ne peuvent plus rien vendre avec les inscriptions Brésil 2014, Mondial 2014 et beaucoup d'autres. Cela est d'une grande importance car un multitude de brésiliens ne survivent que de la vente de produits « pirates », hors de la forte fiscalisation du gouvernement aux ordres des instances du football international,

Nous espérons qu'il y aura encore beaucoup de manifestations (tout comme l'on peut craindre trop d'abus de la police). Il est clair pour nous que c'est une opportunité pour revendiquer et pour que le monde voit le Brésil tel qu'il est en réalité,

BOYCOTT BRESIL 2014

Lettre adressée à *« Anarchosyndicalisme ! »* par Icare Polito, militant du Sindivarios de Araxa (COB-AIT), arrêté, et inculpé ainsi que d'autres compagnons d'Araxa lors des émeutes de 2013. Affaire toujours pas jugée à ce jour. Exigeons la libération de tous les prisonniers sociaux du Brésil !

UNE DEMANDE DE SOUTIEN DE POLOGNE

Dans toute la Pologne, les hôpitaux font maintenant appel à de la sous-traitance pour tout ce qui concerne les services tels le nettoyage ou la restauration, ce qui entraîne précarisation et détérioration des conditions de travail. Mention spéciale à l'hôpital de Belchatow, géré par des néolibéraux du parti gouvernemental. Contrairement à ce qui se passe habituellement lors du transfert de personnels d'un hôpital vers un sous-traitant (l'usage veut que tous soient repris), ici 60 femmes ont perdu purement et simplement leur emploi à cette occasion. Elles vous demandent d'envoyer de protester auprès de :

Dyrektor Miroslaw Leszczynski, Szpital Wojewódzki im. Jana Pawla II w Belchatowie, ul. Czapliniecka 12/3, 97-400 Belchatów par courrier, ou pa fax (48) 44-632-1628 ou par email: sw_belchatow@poczta.csc.com.pl en envoyant un message de solidarité dont nous vous proposons une version en polonais (que vous pouvez copier/colle sur sur notre site) :

« Solidarnosc ze sprzataczkami i kuchenkowymi ze szpitala w Belchatowie!

Piszemy, by wyrazic nasz niepokój w zwiazku z sytuacja 60 pracownic, które nagle zostaly pozbawione miejsc pracy w Szpitalu Wojewódzkim w Belchatowie. Wszystkie ciezko pracowaly w szpitalu ale ich warunki sa bardzo niepewne. Praca zlecana na zewnatrz daje pracownikom mniejsze zabezpieczenia niz zatrudnienie bezposrednie. Gdy zmienila sie umowa o podwykonawstwie, firmy outsourcingowe nie zrobily nic by zapewnic, ze kobiety beda. nadal zatrudnione. Domagamy sie by szpital i odpowiedzialne wladze podjely dzialania majace na celu zapewnienie godnych warunków zatrudnienia dla pracowników szpitala.».

LA COUPE IMMONDE

Le tournoi mondial de « tir au but » va bientôt commencer. Mais les premiers tirs policiers ont déjà une longue histoire et ont fait de nombreuse victimes notamment dans les favelas, où la révolte gronde, où la répression est monnaie courante, où les expulsions locative se sont multipliées car l'objectif étatique est de présenter aux touristes des villes sans pauvres d'où les SDF et autres miséreux auront été chassés.

Déjà, en avril dernier, des émeutes avaient éclaté à Copacabana suite à la mort d'un brésilien. La police était en cause.

Face à une population qui s'exprime et qui se bat devant autant d'injustice dans un des pays les plus inégalitaires du monde, face à cette révolte légitime qui se manifeste un jour après l'autre dans les rues du Brésil, la seule réponse de l'Etat, c'est d'augmenter la répression et de multiplier les victimes des agressions policières.

Les organisateurs de la coupe immonde ont peur de la population. Il leur faut une belle coupe, avec ces beaux artifices. Ils veulent que les touristes fans de ballon rond « s'éclatent » au Brésil, qu'ils voient du « bon football », qu'ils écoutent de la « bonne musique », qu'ils profitent des petites danseuses qui iront avec, qu'ils boivent... Tant pis si la population brésilienne paye ce spectacle au prix du sang. La seule chose qui compte, c'est que le fouteu-touriste dépense sans compter tout son argent dans le tee-shirt, les drapeaux, les restos, l'alcool, la fiesta commerciale… et tout est fait pour que l'argent ainsi récolté aille directement dans la poche des amis de la Fifa. Tout est fait aussi pour qu'aucun lien ne soit possible entre ces touristes et la rue brésilienne.

Le luxe pour les supporters et la misère pour les brésiliens, c'est la devise de la coupe immonde. De l'autre coté des ballons et des paillettes en effet, des hommes d'armes ont été mobilisés en masse pour imposer cette coupe immonde : 157 000 individus armés, cagoulés, surentraînés (policiers et militaires), seront déployés. C'est un peu plus que le nombre de soldats ayant participé au débarquement de Normandie ce fameux « D Day »*1 que les principaux gouvernants du monde occidental sont venus célébrer en France en ce mois de juin 2014.



C'est donc à un *« débarquement »* infernal de forces militaro-policières, équipées de tout un arsenal destiné à étouffer physiquement toute révolte, que les brésiliens vont devoir faire face. Les jours prochains nous diront si les forces immenses déployées par l'Etat lui permettront de *« maîtriser la situation »* et d'assurer la victoire des profits immondes.

En tout cas, cette réponse étatique montre ce qu'est la démocratie mondiale : quand tu veux obtenir la justice et la dignité, quand tu ne demandes qu'à vivre dignement, quand tu revendiques pour l'éducation, la santé et les transports, quand on ose te répondre qu'il n'y a plus d'argent pour cela… l'Etat dépense sans scrupule des milliards (plus de 10 milliards d'euros officiellement), déploie 157 000 individus armés (payés par la population) pour assurer les jeux du cirque et, surtout, pour garantir les profits de quelques uns.

Cette « coupe » n'est pas encore attribuée, mais elle est déjà pleine de sang.

Honte au pouvoir brésilien (soi-disant de gauche). Honte à Platini qui a osé demander aux brésiliens de se taire et de profiter de cet événement. Honte à la FIFA qui se gave. Honte à la France, au Brésil, à l'Espagne, au Portugal, à l'Italie, aux Etats-Unis, à la Russie et à tous les Etats qui vont participer à ce jeu de la mort. Honte aux médias de là-bas et d'ici qui minimisent l'ampleur de la révolte populaire, qui masquent ses raisons, qui vantent déjà le savoir-faire des flics (inspirés disent-ils du modèle français pour les « gros bras »). Honte et ridicule aux députés qui ont fêté la qualification française en se montrant à l'assemblée en tongs ou en maillots de foot. Honte à tous ceux qui n'en ont rien à faire des souffrances de la population brésilienne et qui n'attendent en bavant qu'une chose, le premier coup de sifflet faisant retentir le début de la compétition et ces premières victimes. Honte à vous.

A bas cette coupe immonde, solidarité avec tous les révoltés.

_1.- Le 6 juin 1944, à minuit, exactement 156 115 soldats et parachutistes étaient engagés dans les opérations. Environ 132 000 avaient déjà débarqué à cette heure.